

ARCHISCOPIE

ÉDITÉ PAR LA CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE / IFA

N° 121 - avril 2013

à 11 CALENDRIER

et 13 PROGRAMME DE LA CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

à 23 ACTUALITÉ

P 14 LES ARCHIVES NATIONALES À PIERREFITTE ET LES ARCHIVES DU NORD À LILLE

P 17 AMPLIA, UN IMMEUBLE À ÉNERGIE POSITIVE À LYON CONFLUENCE

P 19 LA SUCRIÈRE À LYON CONFLUENCE

P 21 CAMPANILE CULTUREL AUX HERBIERS (VENDÉE)

P 23 PIERRE MICHELONI (1944-2013), ARCHITECTE, ENSEIGNANT ET CHERCHEUR

à 28 DOCUMENTS

P 24 HORS LES MURS, PAR HENRI GAUDIN

P 25 PIERRE DALLOZ, MÉMOIRES DE L'OMBRE

P 26 ANGE-JACQUES GABRIEL, L'HÉRITIER D'UNE DYNASTIE D'ARCHITECTES

P 27 LIVING ARCHITECTURES

actualité



La Sucrière (Lyon),
l'espace central d'exposition, Z Architecture.
Ph. © Michel Denancé. Cf. p. 19.



La Tour des arts aux Herbiers en Vendée,
Forma6 arch. Ph. © Patrick Miara. Cf. p. 21.



Pierre Micheloni (1944-2013).
Ph. © DR. Cf. p. 23.

LES ARCHIVES NATIONALES À PIERREFITTE ET LES ARCHIVES DU NORD À LILLE

La dimension symbolique de l'opération de Pierrefitte est évidente. Outre le volume considérable des fonds à transférer, c'est l'histoire de France qu'on déménage ! À savoir, toutes les archives de l'État postérieures à 1789, celles de l'Ancien Régime restant sur le site historique du carré Rohan-Soubise, dans le Marais à Paris. Délesté des archives de la V^e République, le site annexe de Fontainebleau se spécialise, quant à lui, dans les archives audiovisuelles et informatiques et conserve ses fonds privés, notamment ceux des architectes. Soit un déménagement de dix-huit mois actuellement en cours à Pierrefitte, au rythme de 800 à 1000 mètres linéaires par jour, pour un total de 250 kilomètres déplacés. Une opération unique en son genre, reconditionnement à la clé !

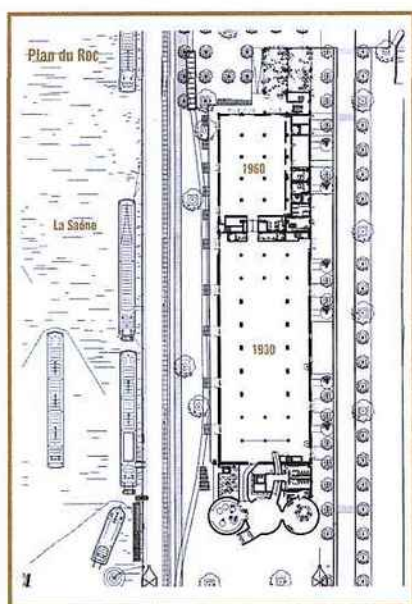
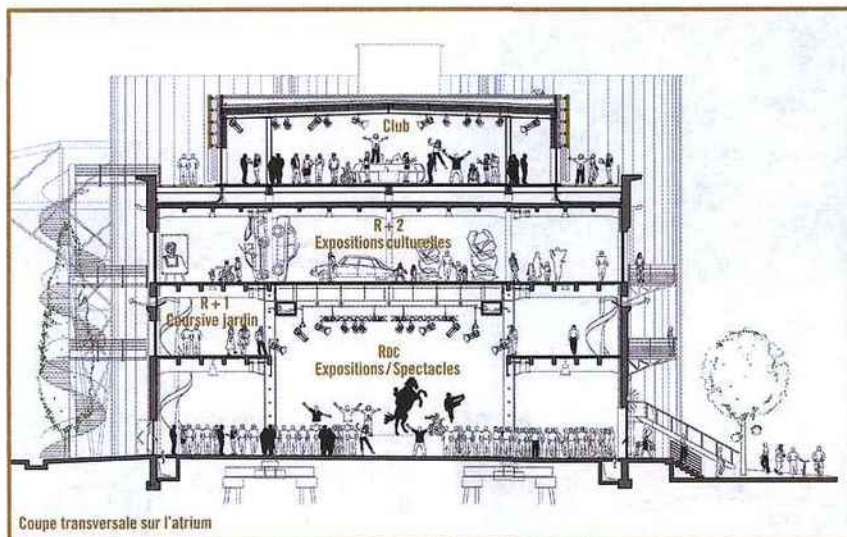
Filles de la Révolution, les Archives nationales sont garantes de la démocratie, toute personne pouvant y accéder passés certains délais (cinquante ans pour les archives présidentielles). Investi de cette charge officielle, le nouveau bâtiment de Pierrefitte se devait donc de répondre à des injonctions paradoxales : collecter et conserver d'une part, favoriser l'accès et communiquer d'autre part. Entre verrouillage et ouverture, dans la dignité requise par la République... Choisi en 2005, le projet Fuskas résoud la contradiction par une dualité sans ambiguïté : un silo monumental flanqué d'un ensemble de plateaux vitrés superposés en porte-à-faux. Au premier incombe le stockage *ad eternam*



des fonds, au second l'accueil du public, les activités de restauration et l'administration. La dialectique opère en volume comme en façade, avec une double peau quasiment aveugle sur le dit "monolithe" du silo et des surfaces vitrées intégrales sur les plateaux d'activités dénommés "satellites". Toutefois, le premier geste d'ouverture provient de la localisation du centre à deux pas de la station Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13 du métro parisien. Si la visibilité en est obérée par un bâtiment promis à la démolition, la liaison est en revanche immédiate depuis la sortie du métro. Une implantation incontestable en regard des objectifs du Grand Paris, sans même revenir aux vieilles lunes de Banlieues 89 qui prônait le déménagement des institutions de la République en périphérie.

Vue générale du nouveau site des Archives
nationales à Pierrefitte.
Ph. © Philippe Ruault.

De plus, la place ne manque pas sur la plaine des Tartres déjà mise à profit par l'université, entre tissus pavillonnaires et cités d'habitat social. Les quatre hectares du terrain alloué permettent à l'institution de s'étaler, mais sans se vautrer. La compacité requise par la fonction même de stockage et une saine gestion du bâtiment se sont manifestement imposées. La rationalité préside ici aux choix architecturaux. Le silo des archives, qui représente les trois quarts de la surface construite, concentre ses 220 magasins de 200 m² chacun dans un strict parallépipède rectangle (162 x 47 x 38 m) qui tombe sous le joug de la réglementation des immeubles de grande hauteur



droit 18h/24, d'ajouter 3 200 m² de bureaux plus un club, bar de jour et discothèque-salle de concert la nuit venue.

Voici un an que le chantier a pris fin, mais promeneurs, bateliers et plaisanciers ne perçoivent guère de ces mutations que les balles des techniciens apportant ou remportant podiums, équipements de son et lumière pour les soirées qui se succèdent. Seule une lecture attentive des façades permet de déceler les interventions architecturales. Côté Saône, six loggias s'insèrent dans la modénature de la partie des années 1960 où se trouvent les bureaux. Leurs six mètres de profondeur joints au recul des garde-corps de verre dérobent aux regards les salariés venus prendre l'air, présences juste reflétées dans l'oblique des plafonds d'acier poli miroir.

Trois des quatre côtés des loggias étant vitrés, sur 18 m linéaires, les bureaux à l'arrière sont inondés de lumière, mais aussi protégés des surchauffes de l'exposition ouest. Côté est, les coursives percées poursuivent le dispositif. Quant à la surélévation renfermant d'autres bureaux et le club, elle est disposée en retrait de façon à dégager une vaste terrasse périphérique et à atténuer l'impact sur les façades Art déco de son habillage en clins de mélèze.

À l'intérieur, on retrouve les espaces d'exposition sur les trois niveaux d'origine. La fonction événementielle a trouvé son volume entièrement libre - 42 x 14 x 9 m sous grill technique - grâce à la suppression, au cœur de la construction, d'une suite de cinq poteaux sur les quatorze de la file centrale : rez-de-chaussée et R+1 ne font plus qu'une seule nef, autour de laquelle court une galerie en mezzanine, idéale pour les dîners de gala avec vue plongeante sur un spectacle. Détail technique : consolider les fondations des piliers latéraux a permis d'insérer en sous-sol les circuits chaud-froid, avec des bouches nombreuses afin d'atténuer le bruit de soufflage, en assurant une température et une hygrométrie constantes pour l'exposition d'œuvres d'art du patrimoine moderne.

Gabriel Ehret

La Sucrière, quai Rambaud, Lyon (Rhône). Programme : deuxième campagne de réhabilitation et extension de la Sucrière pour des espaces d'exposition et d'accueil, des bureaux et un bar-club. Maîtrise d'ouvrage : SCI Espace sucrière (Rhône-Saône Développement + Icade Promotion). Exploitant : GL Events (+ locataire : Biennale d'art contemporain de Lyon). Maîtrise d'œuvre : Z Architecture. Économiste : Cyprium. BET fluides et SSI : Axess. BET structure : CEH. BET acoustique : Génie Acoustique. Entreprises : BLB

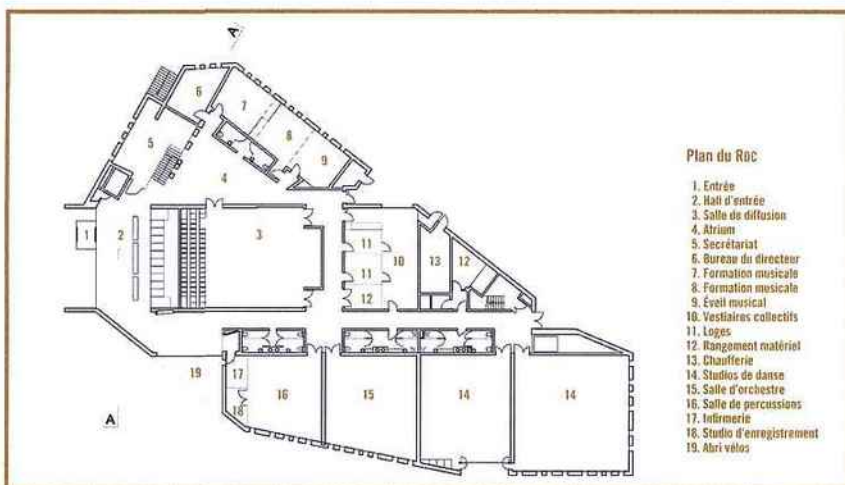
Construction (mandataire), Hervé Thermique, IES et Thyssen. Surface SHON : 10 991 m² dont 6 500 m² d'espaces d'exposition et d'accueil, 500 m² pour le club et 3 200 m² de bureaux. Coût : 9,3 M€ HT. Calendrier : début des travaux septembre 2010, réception juillet 2011.

CAMPANILE CULTUREL AUX HERBIERS (VENDEE)

La ville vendéenne des Herbiers cultive un goût certain pour l'architecture contemporaine : en 1975 l'agence Durand-Ménard-Thibault a dessiné la maison de l'industriel Marcel Albert, l'actuel maire, et en 2000, l'agence Barré-Lambot a signé le bureau de poste. Plus récemment, Pierrick Beillevaire (In Situ A&E) a façonné le site qui accueille les expressions plurielles de maisons individuelles "avec architectes" et l'agence Block a créé en 2005 un hameau de 31 maisons-serre. En 2010, Forma6 a complété cette collection locale en signant le pôle d'enseignement artistique, de diffusion et de création, la Tour des arts, équipement amorçant l'extension du centre-ville autour de la place des Droits de l'Homme délimitée par des logements, des bureaux et des commerces. Signal républicain, la Tour des arts se singularise par sa géométrie et sa couleur : Forma6 a en effet affirmé la présence de cet équipement dans la ville par le jaillissement d'une tour tronquée, rivale laïque des clochers des deux églises voisines, Saint-Pierre et Notre-Dame.

La figure est-elle fortuite ? Plus que le rassemblement d'activités jusque-là dispersées sur tout le territoire de la ville - de château en usine désaffectée, de dépendances en espace polyvalent -, elle affirme un point de vue citoyen. Elle semble constituer un symbole culturel illustrant la richesse des idées créatives qui parcourent l'Europe et le monde dressé face à la pensée du leader politique départemental d'alors, Philippe de Villiers, qui prêchait le traditionalisme. Et comme tout bien précieux, elle se pare du plus précieux des métaux, l'or, brillant à l'œil comme les cuivres de l'orchestre et stimulant la rétine comme un cours de percussion vrille le tympan !

Architecturalement, la Tour des arts illustre deux questions rémanentes : comment inscrire les éléments d'un programme sur une parcelle de forme complexe ? Comment affirmer la présence d'un équipement collectif dans un environnement urbain en mutation ? Toutes deux trouvent ici une réponse aussi rationnelle que poétique.



1. Vue générale depuis la place des Droits de l'Homme.
2. Salle de diffusion.
3. Un studio de danse.
Ph. © Patrick Miara.

Il s'agit d'agencer les relations harmonieuses entre de grands volumes dont la salle de diffusion de 148 places et une salle de danse aux normes d'un conservatoire national, de multiples petits volumes dont des salles de cours, des studios, des bureaux et une multitude d'espaces aveugles où s'établissent vestiaires et sanitaires, où se rangent instruments, matériels et costumes, où se stockent les produits d'entretien... Il s'agit de régler les quelque 20 000 passages mensuels constitués du flux occasionnel des spectateurs d'un spectacle, des allées et venues quotidiennes des 500 élèves du conservatoire, des adhérents des deux associations de danse ainsi que des enseignants, de la présence hebdomadaire de groupes associatifs étoffés... Il s'agit de donner à chaque espace sa juste dimension et ses qualités acoustiques spécifiques pour qu'ici les voix se mêlent et que là, inversement, les instruments se détachent.

L'équipement doit s'affirmer : l'or du bardage n'y satisfait que partiellement. Le clocher dresse le signe majeur, d'autant plus visible de toute la ville que sa couleur tranche sur les teintes des éléments traditionnels composant la ligne de ciel herbertaine où dominent le gris de la pierre et l'ocre clair de la tuile. Pour lui donner une consistance spatiale, les ingrédients sont maigres : un escalier et un ascenseur sur toute la hauteur, un bureau ou un local d'enseignement de quelques mètres carrés par niveau, le renfort ponctuel d'une salle d'archives et deux vides qui montent de fond y pourvoient. Une terrasse secrète, en belvédère sur la campagne et les lotissements, parachève la figure et les créneaux qui la ceinturent ajoutent quelques mètres à la verticalité du propos. Un escalier de secours, glissé entre la structure de béton et le bardage, ajoute de l'épaisseur à la forme générale qui peut ainsi se vriller plus aisément pour se singulariser.

Une hypertrophie similaire est appliquée à l'entrée qui prend les proportions du cadre d'une grande scène ouverte sur la place et la ville. Verre et béton soulignent une géométrie sans concession. Si le rouge appliqué sur le bandeau généreux complète une référence tonique au spectacle, le sas vitré réglant l'entrée, de petite taille, décentrée et dont l'organisation fonctionnelle est peu perceptible au premier regard, révèle que la Tour des arts n'est pas ouverte à tous vents, qu'une transition entre la vie urbaine et le pôle d'enseignement artistique est bienvenue, et surtout que tout n'est pas révélé par cet ordre extérieur maîtrisé, géométrisé, groupé comme un village autour de son clocher dans une longue suite de toitures dont les plis constitueraient la cinquième façade en une sorte de tapis volant. Entrer dans la Tour des arts, c'est se trouver projeté dans un univers fantasmagorique

et ludique. Dans le hall pousse un arbre de béton. Ce n'est pas l'arbre qui cache la forêt surréaliste mais le paravent de l'escalier qui monte droit aux salles d'enseignement musical. Ses branches se sont développées au point d'envahir le plafond et de ne laisser passer que ponctuellement une lumière qui sourd de ses frondaisons grises. Ce clin d'œil assumé aux arbres architecturaux de Toyo Ito et au graphisme incisif de ceux gravés par Henri-Georges Adam est tellement vigoureux que trois cabanes s'y logent. Traces de feuillages ? Notes déformées par leur impact sur les murs ? Animal qui y aurait laissé l'empreinte de ses pattes ? Les motifs qui y sont imprimés ajoutent au mystère... d'autant que parfois le motif-empreinte se propage sur les murs de béton voisins ou plus secrètement sur les panneaux de bois de la salle des chœurs. Dans toutes les directions, des espaces filent à la verticale vers d'invisibles transparences de toiture ou, à l'horizontale, à la rencontre de lointaines portes. Ils se précipitent surtout vers des cavités géométriques rougeoyantes délimitant les portes que la main pousse en incrustant sa forme dans l'épaisseur du capitonnage. On découvre alors le plus souvent une salle tapissée de panneaux d'une matière fibreuse beige clair, laissée à nu pour mieux régler l'acoustique. Seuls les cadres de ses fenêtres et parfois quelques surfaces de ses murs sont soulignés d'une teinte pastel. Cette même palette légère caractérise la grande salle : ses 148 fauteuils, tels des Smarties, constituent un échantillonnage de couleurs gaies, se lovent dans une coque boisée qui enserrait la régie et qui se plie pour former les gradins, se déplie pour former une scène en continuité avec le premier rang de spectateurs, remonte pour tapisser le fond de scène et courir sur le plafond.

Après avoir surmonté les chocs successifs qu'ont constitués pour elle la coque extérieure dorée, puis les espaces intérieurs - dont le sol, les murs et le plafond sont en béton brut gris -, le design ludique du mobilier et des luminaires, la population a adopté l'équipement. Elle a suivi la réaction de William Christie, fondateur de l'ensemble de musique baroque Les Arts florissants qui s'est déclaré "émerveillé par la qualité architecturale, par l'audace et par le courage que cela représente".

Dominique Amoureux

Tour des arts, place des Droits de l'Homme, Les Herbiers (Vendée). Programme : école municipale de musique (1 salle de diffusion de 148 places avec gradins fixes, deux loges d'artistes, 11 salles d'enseignement musical, 6 studios individuels, 2 salles de formation musicale,

1 salle d'éveil, 3 salles d'échauffement, 1 salle d'orchestre, 1 salle de percussion, 2 salles de pratiques collectives, 1 salle de chant choral, 2 salles de musiques actuelles, trois studios d'enregistrement et 1 régie, 1 salle de musique assistée par ordinateur. Consigne d'instruments pour les élèves) et école municipale de danse (2 studios) + un espace commun d'exposition, des locaux associatifs, des locaux pour l'accueil d'artistes en résidence, des bureaux pour la direction et l'administration, des locaux techniques. Maîtrise d'œuvre : Forma6, Catherine Malleret, Xavier Bouanchaud, Maïlle Tessier, Bertrand Poirier. BET structure : E2C Atlantique. BET fluides : cabinet Hays. Acoustique : Acoustibel. Économiste : cabinet Moy. Surface terrain : 4 779 m². Surface SHON : 2 570 m². Montant des travaux (hors mobilier et dispositif scénique) : 5,31 M€ HT. Calendrier : programme 2005, concours 2006, lancement des travaux avril 2008, livraison mars 2010.

**PIERRE MICHELONI
(1944-2013), ARCHITECTE,
ENSEIGNANT ET CHERCHEUR**

Né à Rueil-Malmaison, en 1944, de parents originaires du Trentin, Pierre Micheloni était quelque peu ours, discret en tout cas, comme les montagnards ; mais il pouvait aussi être volubile, comme tout Italien, aimant bien la conversation en tout cas. Son père était ébéniste et Micheloni avait gardé ce côté artisan. Il était artiste aussi, comme son frère aîné Serge, architecte et peintre. Pierre savait dessiner, et pas seulement l'architecture. De fait, il était marqué par sa famille, dure au travail, "carrée", austère mais accueillante. C'était ce qu'Alain Borie et moi-même, formant avec lui un véritable "trio" qui a duré quarante-six ans, appelions le "style Micheloni", dans l'art de s'habiller, de se loger, de travailler, de vivre tout simplement.

Après des études à l'École des beaux-arts - dans l'atelier de Jean Bossu et Miroslav Kostanjevac - dont il sort diplômé en 1970, il entre aussitôt à l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) comme architecte-urbaniste et se consacre aux études urbaines. Il y collabore avec François Grether, Jean-Michel Milliex, André Schuch, etc.

Parallèlement, il s'engage en 1971 dans l'enseignement de l'architecture à l'UP 5, fondée par Bossu, où il collabore avec son frère ainsi qu'avec Alain Borie, Georges Maurios et moi-même. Il prend position pour la reconnaissance des formes architecturales et urbaines comme essentielles dans la concep-

tion de l'architecture, une idée alors loin d'être partagée. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, il participe à deux recherches - "Forme et déformation des objets architecturaux et urbains" et "Formes urbaines et sites de méandres" - dont Jean-Jacques Treutzel a rendu compte dans un petit article intitulé "Trois hommes dans un bateau", une allusion au trio d'auteurs ! Il connaît ensuite une carrière plus paisible et fructueuse à l'école de Paris-Belleville où il travaille, notamment avec Philippe Gresset, sur l'analyse et la composition urbaines, en collaboration avec des équipes de l'école de Paris-Malaquais.

À l'APUR, où il restera jusqu'en 2009, Micheloni a vécu deux périodes : la première plutôt parisienne et la seconde largement ouverte sur l'international. En effet, jusqu'au début des années 2000, il a assumé le suivi de nombreuses ZAC dans les 12^e et 13^e arrondissements : Reuilly, Bercy, Chevaleret, Jeanne-d'Arc, Paris Rive Gauche (Tolbiac et Masséna). Il a dessiné leur plan en distinguant nettement les espaces publics - des avenues à Reuilly et à Paris Rive Gauche -, et en redonnant un certain rôle à l'îlot, à l'alignement, à la mitoyenneté, au parcellaire, en un mot à la forme urbaine. Des architectes renommés - Roland Schweitzer, Jean-Pierre Buffi, Christian de Portzamparc, Paul Andreu... - étaient ensuite chargés des plans d'urbanisme opérationnels des différents secteurs. L'APUR avait alors la main sur l'aménagement parisien, avec ses supporters et ses détracteurs. Il l'a ensuite perdue, ce que Micheloni a regretté.

Après 2000, toujours le crayon à la main (ou plutôt les feutres), il a, en association avec l'APUR, établi de nombreux grands plans pour des capitales dans le monde. La liste est impressionnante : Amman, Buenos Aires, Casablanca, Istanbul, Pékin, Rio de Janeiro, Rome, Shanghai, Tbilissi, Téhéran. Parallèlement, il y a donné des conférences. Il a aussi écrit de nombreux articles sur la composition urbaine, notamment dans des revues italiennes.

Même si son engagement dans le secteur public a eu pour conséquence de gommer le plus souvent toute signature personnelle, ses contributions pour l'APUR sont très importantes. Il a œuvré avec un réel talent comme architecte-urbaniste, et aussi comme enseignant et chercheur.

Pierre Pinon

I- Alain Borie, Pierre Micheloni et Pierre Pinon, cf. Bulletin d'informations architecturales, n° 68, mai 1982.



Reportage

ENCORE UN EFFORT, MONSIEUR LE PRÉSIDENT...

Les chefs d'entreprise rencontrés par L'Usine Nouvelle dans quatre bassins d'emploi décernent un « peut mieux faire » au gouvernement. Les réformes, si elles sont nécessaires, tardent à porter leurs fruits.

PAR SOLÈNE DAVESNE, PATRICE DESMEDT, EMMANUEL GUIMARD
ET FRÉDÉRIC PARISOT



On est loin du satisfecit ! Mais il n'est pas question, pour autant, d'un rejet franc et massif. Les industriels, les cadres et les ouvriers rencontrés ces derniers jours par les journalistes de « L'Usine Nouvelle » ne voient pas forcément d'un mauvais œil les réformes engagées par le chef de l'État et son gouvernement pour restaurer la compétitivité des entreprises. Accord national sur la sécurisation de l'emploi, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, choc de simplification... Les femmes et les hommes que nous avons interviewés à Valenciennes (Nord), à Chartres (Eure-et-Loir), à Toulouse (Haute-Garonne) et aux Herbiers (Vendée) refusent de céder au pessimisme. Habités à se battre, ils espèrent que ces mesures produiront très rapidement leur plein effet.

À VALENCIENNES « L'ACCORD FLEXI-SÉCURITÉ NE VA PAS ASSEZ LOIN »

 Valenciennes a beaucoup changé. Finie la grisaille, la ville retrouve des couleurs. Autour, de nouvelles zones d'activités se remplissent. « Mon principal problème, c'est la recherche de personnel », témoigne Frédéric Picard, le président de Picard Étanchéité, devant une table couverte des pièces spéciales en élastomère que fabrique sa PME. La haute technicité de sa production ne lui permet pas de faire appel à l'intérim. Picard recourt aux heures supplémentaires alors que son chiffre d'affaires a progressé de 30 % en trois ans. Pour son patron, la remise en cause de la défiscalisation des heures supplémentaires est un coup dur.

Les patrons de PME du Hainaut souhaitent que le « choc de simplification » promis par François Hollande s'applique

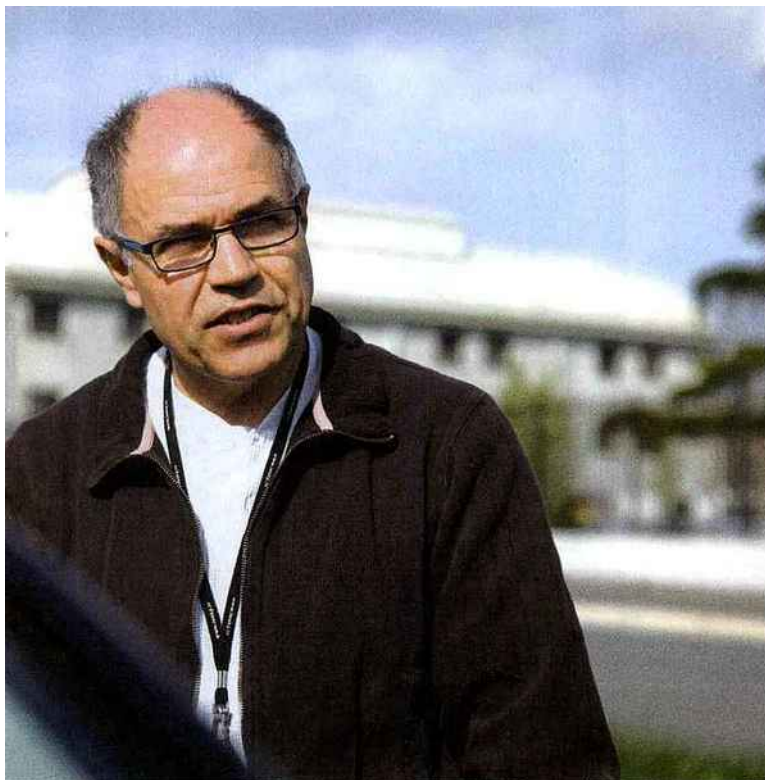
à l'administration. « J'adhère à cet objectif », affirme Antoinette Cousin, la présidente de Deprecq, une PME spécialisée dans la tôlerie pour les équipements ferroviaires. « Il faut aider les PME, car ce sont elles qui créent la richesse. Nous sommes confrontés à un véritable mille-feuille administratif », déplore-t-elle dans son bureau, simple et fonctionnel, à quelques mètres de l'atelier. L'usine Alstom de Petite-Forêt est à un jet de pierre, celle de Bombardier se trouve de l'autre côté de la ville, à Crespin.

Alstom, Bombardier, PSA, Toyota... Dans les usines de ces quatre gros donneurs d'ordres, l'accord sur l'emploi, qui prévoit une plus grande flexibilité, ne fait pas l'unanimité. « Si nous formons des gens, c'est bien pour les garder dans l'entreprise », se félicite Jérôme Wallut, le vice-président d'Alstom Transport France. Pour sa part, Alain van Vyve, le vice-président de Toyota Motor Manufacturing France, estime qu'une flexibilité supérieure aux 40 minutes par jour actuellement en vigueur serait « la bienvenue ».

Jean-François Fabre, délégué FO chez PSA Sevelnord, à Lieu-Saint-Amand, est d'un avis contraire. « Je suis contre cet accord national. Il faut laisser la responsabilité aux syndicats locaux de discuter des accords d'entreprise. » Il ne rejette pourtant pas une certaine flexibilité. « L'accord que nous avons signé ici a rassuré en préservant l'emploi. Sans lui, Toyota n'aurait pas passé commande de véhicules utilitaires. »

Cet accord va dans le bon sens, « mais pas assez loin », regrette, quant à lui Philippe Guckert, le directeur des

ERIC LECONVALEPH



À gauche, à Chartres, Thierry Picquart, directeur de Nygro Healthcare. Ci-dessus et ci-contre, à Toulouse, Christian Nègre, responsable du service qualité chez Technal, et Marc Alaux, directeur général de Cauquil.

qu'il soit plus incisif, notamment avec la loi sur les licenciements boursiers», reconnaît ce cadre, qui milite à la CFDT, en montrant les bâtiments de Sanofi. À l'entrée, des drapeaux rappellent la mobilisation contre la fermeture du site. «On peut comprendre que François Hollande a des contraintes. Mais pourquoi ne vient-il pas l'expliquer et dire où l'on va?», interroge Christian Nègre, qui ne digère pas l'affaire Cahuzac.

AUX HERBIERS

« AIDER À PRENDRE DES RISQUES »



À la sortie de l'autoroute, l'immense bardage de la plate-forme Système U marque l'entrée des Herbiers, dans le bocage vendéen. La petite cité a tout d'un bourg monté en graine, avec sa rocade parsemée de grandes surfaces, de bâtiments logistiques et d'usines comme celle, toute neuve, du groupe Liébot. Le chef-lieu de canton a gardé une allure

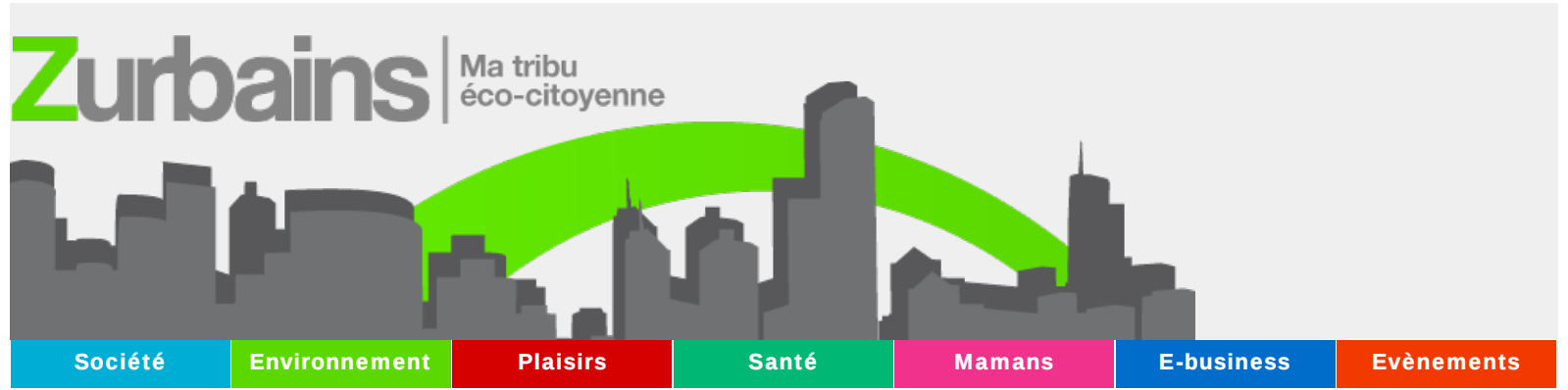
modeste. Le dynamisme économique se répartit sur les communes alentour: Mortagne, siège de Dascher France, Saint-Fulgent, commune du volailler Arrivé, La Gaubretière, avec Rautureau Apple shoes, Montaigu avec Sodebo et de nombreuses autres manufactures.

En cette veille de week-end, à midi, le centre-bourg est plutôt animé. «Ce n'est pas l'euphorie. On voit beaucoup moins d'embauches, nuance Bernard, un jeune et fringant retraité d'une société de mécanique de précision. On sait que certains secteurs ont encore du mal à recruter, dans l'agroalimentaire notamment. Mais celui qui a de vraies compétences en mécanique ou en électricité trouve sans problème.» Le bassin d'emploi des Herbiers compte seulement 6% de chômeurs, bien que ce taux ait grimpé d'un point en un an. «Il était de 3% en 2008, rappelle le maire, Marcel Albert, lui-même ancien industriel dans la confection. On sent une fragilité du tissu industriel.»

La remontée du chômage facilite la tâche de certains recruteurs. «Il y a quatre ans, trouver des salariés était une mission difficile. Certains venaient quelques heures ou une journée, puis repartaient car ils avaient trouvé une autre offre ailleurs. Aujourd'hui, l'entreprise est plus à l'aise et les candidats à l'emploi plus motivés», note un cadre du secteur volailler. La morosité est davantage palpable chez les cadres. «Inutile de prendre un risque quand il est si difficile de retrouver un emploi dans l'enca-drement, commente un quadragénaire jovial, cadre chez le volailler Arrivé. C'est plus facile pour les ouvriers. Celui qui veut travailler le peut encore, mais pas forcément pour un salaire très élevé.»

Le bassin d'emploi réussit car il y règne une culture de l'écoute et de l'échange avec les partenaires sociaux, plus réactifs et flexibles qu'ailleurs. «Cette particularité nous a permis de mieux résister à la crise, souligne David Soulard, le directeur général du fabricant de meubles Gautier France, au Boupère. Le marché est très volatil, la visibilité quasi nulle et il nous faut jouer le "time to market", c'est-à-dire être en mesure de mettre très vite des produits sur le marché. Les mesures fiscales sur la taxe professionnelle, le taux de dividende et le crédit d'impôt ont eu des impacts positifs. Mais ce qu'il faut, c'est aider les entreprises au niveau de leur trésorerie pour qu'elles puissent prendre des risques, innover afin de passer un cap difficile.»

L'inquiétude est palpable chez Liébot, le leader français de la fenêtre en aluminium. «Nous sommes davantage sur un maintien de l'activité que sur les croissances de 20 à 25% que nous avons connues dans les années 2000», explique Bruno Léger, le directeur général, qui regrette les conséquences du retrait de la fenêtre dans le crédit d'impôt en faveur du développement durable. «Dans le logement neuf, la dégringolade se poursuit. On ne voit pas ce qui peut l'arrêter, certainement pas les mesures du plan d'urgence qui n'auront pas d'impact sur le logement privé, renchérit Alain Marion, le directeur général de VM Matériaux, situé à L'Herbergement. On a compris que l'État ne pouvait plus subventionner le bâtiment, mais il faudrait qu'il réduise les contraintes.» ■



Accueil du site > Environnement



Environnement

Eco-jardiniers : Ces héros du quotidien

Préserver la santé de tous, la qualité de l'eau et la biodiversité, c'est aussi cela être un héros du quotidien !

lundi 22 avril 2013, par zurbains



Agence Nationale Française De Sécurité Sanitaire De L'Alimentation De L'Environnement Et Du Travail , Ecologie , Jardinier

< Echo précédent

Echo suivant >

Depuis 2010, la Ville des Herbiers (16 000 habitants – Vendée) n'utilise plus aucun produit phytosanitaire (désherbant, fongicide...) pour l'entretien de ses espaces publics (jardins, trottoirs...), un engagement qui fait référence dans le grand ouest.

Objectifs : préserver la santé de tous, la qualité de l'eau et la biodiversité. Pour accompagner cette démarche, chaque année, la Ville lance une campagne de sensibilisation auprès des habitants afin de changer les comportements. Cette année, elle a décidé de mettre en avant des Herbriens, ayant fait le choix de l'éco-jardinage, Yanick, Marcel, Christian et Tino, à travers une campagne d'affichage diffusée depuis lundi.

Cancers, asthme, stérilité, intoxications, troubles neurologiques, maladies immunitaires..., l'actualité rappelle combien les désherbants et autres produits phytosanitaires s'avèrent dangereux pour la santé de l'Homme, et nuisibles pour la biodiversité ; une véritable bombe à retardement. 1 seul gramme de matière active de pesticide suffit à polluer un cours d'eau sur 10 km (source : DRAFF) ; UN SEUL bidon de désherbant de 500 g, acheté dans le commerce, peut polluer les 5 millions de m³ d'eau du bassin de la Bultière, où se déversent les eaux des Herbiers, et qui alimente en eau potable tout le nord-est de la Vendée.

Face à ce diagnostic, la Ville des Herbiers a décidé en 2010 de supprimer tout produit phytosanitaire dans l'entretien de ses espaces publics, et d'adopter des méthodes alternatives : brûlage, paillage, binette, gestion différenciée, mulching, plantations...

Un arrêté Zéro phytosanitaire

La municipalité a décidé d'aller encore plus loin en interdisant l'utilisation de produits phytosanitaires sur le domaine public et privé communal. Voiries, trottoirs, fossés, espaces verts..., tous doivent désormais être entretenus sans pesticide (fongicide, désherbant, insecticide...), que ce soit par les services municipaux et départementaux, les professionnels et même les particuliers. Cette volonté complète l'arrêté préfectoral du 17 mars 2010 interdisant tout traitement à proximité de l'eau. Les contrevenants

28 avril 2013



Rejoindre la tribu



Les échos de la tribu

Recevoir notre newsletter :

La tribu a la parole

Pensez-vous que notre société est ...

Injuste
Plutôt injuste
Plutôt juste
Juste
Je n'ai pas d'avis



flore).

Les jardiniers de la Brigade verte sont aussi de bons conseils, qu'ils distillent volontiers aux Herbretais qui viennent à leur rencontre.

Des actions auprès des habitants

L'engagement « zéro désherbant », appliqué depuis le 1er janvier 2010, fait suite à de nombreuses actions déjà engagées depuis plusieurs années pour sensibiliser le grand public : semaine du jardinage, ateliers de sensibilisation auprès des écoles et du grand public, troc aux plantes, conférences (Professeur Belpomme, Pierre Rabhi, Jean-Paul Jaud, Marie Monique Robin...) ... Un guide de l'éco-jardinier, douze pages de trucs et astuces, a été édité lors de la campagne de communication de 2010 et 2011.

Par ailleurs, pour éviter l'utilisation de désherbant au pied des murs côté espace public, lieu de prédilection pour la pousse d'herbes folles, la Ville a fait le pari d'en faire un espace de fleurissement, en distribuant gratuitement des graines à ses habitants.

Eco-jardiniers, ces héros du quotidien



Un engagement qui n'a de sens que s'il est suivi par l'ensemble des habitants. C'est pourquoi, chaque année, la Ville lance une campagne de sensibilisation, en plus des rendez-vous d'information (conférences, trocs aux plantes, ateliers...) pour que chacun lâche le manche de son pulvérisateur. Après des campagnes choc, d'autres sur un ton plus léger, cette année, la Ville mise sur ses héros du quotidien, des Herbretais qui ont fait le choix du jardinage naturel. Marcel, Yanick, Christian et Tino se sont ainsi prêtés au jeu pour porter la bonne parole à travers une campagne d'affichage. Certains, même, ouvriront leur jardin, pour la journée « Bienvenue dans mon jardin au naturel », organisée par le CPIE Sèvre et Bocage, les 15 et 16 juin prochain.

Annonces Google

Gestes écologiques

Découvrez les gestes écologiques proposés par Eco-systèmes

s'exposent à de lourdes amendes, jusqu'à 75 000 € d'amende, et à deux ans de prison.

Création d'une Brigade verte Pour respecter son engagement « zéro désherbant », la Ville a créé une Brigade verte en 2010. Ces spécialistes de l'éco-jardinage utilisent plusieurs techniques alternatives :

- le désherbage thermique et à la vapeur (brûlage des herbes folles) ;
- le désherbage manuel (binette...) ;
- le mulching (herbe laissée après la tonte pour éviter la pousse d'herbes folles) ;
- le paillage organique ;
- la gestion différenciée (certains espaces laissés en prairie pour préserver la faune et la

Bacs à Compost 17,95€

www.primevere-paris.com...

Bac à Compost Remplissage Simplifié Taille Diverse. Livraison Rapide.

Les Tarifs des Mutuelles

Santiane.fr/Compareur_...

Trouvez les Meilleurs Contrats Comparez les Formules, Economisez!

AdChoices

Vos articles personnels

Proposez vos articles personnels !



Programme TV de ce soir

A LA TÉLÉ CE SOIR by Tele-lors.fr		
TF1	20:50	Joséphine, ange gardien
2	20:45	The Closer : L.A. enquêtes prioritaires
3	20:45	Sur l'autoroute du soleil
CANAL+	20:55	[M1-5]
5	20:38	Monsieur Léon
6	20:50	Top chef
Programme TV - Tous droits réservés		

Vos échos préférés

Les meilleurs articles sélectionnés par Zurbains : L'actu éco-citoyenne !

Vaccination : piqûres obligatoires



Eco-systemes.fr/Gestes

Partagez cet article



La tribu a la parole : A vous de commenter !

Vos commentaires, questions, réponses, réactions

Membre de la tribu : Se connecter

Nom

Courriel (non publié)

Texte de votre message :



- 1 avant embarquement !
- 2 Acta la vista !
- 3 Comment est déterminé le nom d'une tempête ?
- 4 Déodorants : attention, danger !
- 5 La déshydratation touche près de deux enfants sur trois entre 9 à 11 ans
- 6 Livret A : Pour une orientation vers l'économie solidaire ?
- 7 Déforestation : un fléau pour l'humanité
- 8 Comment faire facilement un Salto arrière devant sa TV ?
- 9 Le projet iter : un flop pour l'industrie française high tech ?
- 10 Environnement : un abri à vélos solaire !

Recherche

OK

Brèves

25/04/2013
La qualité des rivières arrive sur l'iPhone
Pour la première fois en France, les données sur la qualité des eaux des rivières de Rhône-Méditerranée et de Corse peuvent être consultées depuis le bord de l'eau. Créée par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, l'application iPhone « Qualité des rivières » permet aux pêcheurs, kayakistes, randonneurs, vacanciers de connaître la santé des rivières.

24/04/2013
41 commerçants éco-citoyens à Caen
Le 11 avril dernier, 90 personnes étaient présentes à la CCI Caen Normandie pour la remise de la distinction « Commerçant éco-citoyen » à 41 commerçants caennais. Cette distinction permet au commerçant de communiquer auprès de ses clients sur son engagement dans la réduction des impacts environnementaux et sur le développement d'actions sociétales.

17/04/2013
Lancement de la 1ère carte interactive du logement francilien
...accessible depuis
www.lamaisondelimmobilier.org

Grâce à sa nouvelle carte interactive du logement francilien, la FNAIM Paris Ile de France offre à tous un moyen simple de trouver un logement en fonction des revenus disponibles et du nombre de pièce désiré. La carte inclura toute l'Ile de France d'ici la fin de l'année et pourrait, à terme, comprendre de nouvelles fonctionnalités (carte scolaire, temps de transports, etc.).

17/04/2013
La mortalité routière enregistre au mois de mars un recul exceptionnel
Le nombre de morts sur les routes de France au mois de mars a baissé de 26,8%. 203 personnes sont décédées, contre 277 au mois de mars de l'année dernière. Le nombre de personnes blessées est aussi en très nette baisse (-20,9%).

11/03/2013
EMC fait entrer la Bibliothèque Apostolique du Vatican dans l'ère numérique
Dans le cadre de son initiative Information Heritage, EMC

Accueil > Collectivités Locales

 Accueil

 Envoyer à un ami

 Version imprimable

 Augmenter la taille du texte

 Diminuer la taille du texte

Collectivités Locales

Eco-jardiniers : la Ville des Herbiers (85) met en avant ses héros du quotidien

Depuis 2010, la Ville des Herbiers (16 000 habitants – Vendée) n'utilise plus aucun produit phytosanitaire (désherbant, fongicide...) pour l'entretien de ses espaces publics (jardins, trottoirs...), un engagement qui fait référence dans le grand ouest. Objectifs : préserver la santé de tous, la qualité de l'eau et la biodiversité. Pour accompagner cette démarche, chaque année, la Ville lance une campagne de sensibilisation auprès ses habitants afin de changer les comportements. Cette année, elle a décidé de mettre en avant des Herbretais, ayant fait le choix de l'éco-jardinage, Yanick, Marcel, Christian et Tino, à travers une campagne d'affichage diffusée depuis lundi.

Cancers, asthme, stérilité, intoxications, troubles neurologiques, maladies immunitaires..., l'actualité rappelle combien les désherbants et autres produits phytosanitaires s'avèrent dangereux pour la santé de l'Homme, et nuisibles pour la biodiversité ; une véritable bombe à retardement. 1 seul gramme de matière active de pesticide suffit à polluer un cours d'eau sur 10 km (source : DRAFF) ; UN SEUL bidon de désherbant de 500 g, acheté dans le commerce, peut polluer les 5 millions de m3 d'eau du bassin de la Bultière, où se déversent les eaux des Herbiers, et qui alimente en eau potable tout le nord-est de la Vendée.

Face à ce diagnostic, la Ville des Herbiers a décidé en 2010 de supprimer tout produit phytosanitaire dans l'entretien de ses espaces publics, et d'adopter des méthodes alternatives : brûlage, paillage, binette, gestion différenciée, mulching, plantations...

Eco-jardiniers, ces héros du quotidien
Un engagement qui n'a de sens que s'il est suivi par l'ensemble des habitants. C'est pourquoi, chaque année, la Ville lance une campagne de sensibilisation, en plus des rendez-vous d'information (conférences, trocs aux plantes, ateliers...) pour que chacun lâche le manche de son pulvérisateur. Après des campagnes choc, d'autres sur un ton plus léger, cette année, la Ville mise sur ses héros du quotidien, des Herbretais qui ont fait le choix du jardinage naturel. Marcel, Yanick, Christian et Tino se sont ainsi prêtés au jeu pour porter la bonne parole à travers une campagne d'affichage. Certains, même, ouvriront leur jardin, pour la journée « Bienvenue dans mon jardin au naturel », organisée par le CPIE Sèvre et Bocage, les 15 et 16 juin prochain.



Vendredi 26 Avril 2013
Blandine Kliaas

Ajouter un commentaire

Dans la même rubrique :

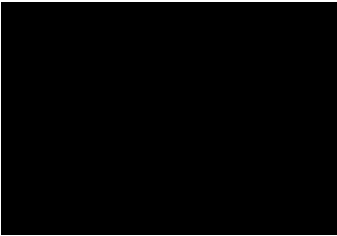
- L'ANPCEN récompensée par le trophée de l'International Dark-sky Association - 26/04/2013
- La Champagne, La Marne, département le plus fleuri de France - 25/04/2013
- Lancement de la seconde édition de LECTURES COMMUNES, du 15 au 19 mai 2013 - 23/04/2013
- 3 priorités pour la politique de l'alimentation en Île-de-France - 22/04/2013
- Signature de la convention partenariale « Santé Psychique et Logement » : un cadre de coopération inédit en France - 22/04/2013
- Le Conseil général des Yvelines expose Genève à Versailles - 19/04/2013
- Le Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine et Crédit Agricole Leasing & Factoring financent le 1er parc éolien de la Sarthe - 18/04/2013
- Bouches-du-Rhône : les Maires interpellent les parlementaires - 16/04/2013
- Des garages à vélos sécurisés dans les gares - 16/04/2013
- A Besançon, une structure d'insertion fabrique et entretient les couches lavables d'une crèche de la ville - 15/04/2013
- Toulon confie à IDEX la valorisation énergétique de ses déchets - 12/04/2013

Inscription à la newsletter

OK

HTML

TXT



Entretien avec Bruno Janet - FT Orange... par revuedescl

Découvrez la toute nouvelle

Famille Kindle

amazonkindle

En Savoir Plus

Choisir sa pub

Prime éco énergie

www.cheque...

Demandez votre prime éco énergie versée sous forme de chèque en €



Le Pays des Herbiers se mobilise pour une alimentation durable

« Ce que nous essayons de mettre en place, c'est de penser globalement et d'agir localement, explique Jean-Louis Launay, vice-président de la Communauté de communes du Pays des Herbiers et président de la commission développement durable. Notre objectif est d'assurer un développement économique du territoire tout en préservant la biodiversité et en protégeant les ressources naturelles. » Depuis février 2009, la Communauté de communes du Pays des Herbiers qui regroupe huit communes vendéennes sur 25 000 hectares et compte 27 500 habitants s'est dotée d'un Agenda 21. Il affiche cinq finalités, quatre axes majeurs et 37 actions scrupuleusement détaillées avec les points cibles et les domaines concernés. Confronté à un problème de qualité de l'eau, le Pays des Herbiers bénéficie d'un programme Leader (Liaison Entre Action de Développement de l'Economie Rurale) pour la période 2009-2015 qui lui permet d'obtenir une aide européenne de 50 % sur un budget global de 2,5 millions d'euros. Objectif : reconquérir la qualité des eaux de barrage en réduisant le taux de nitrates et de pesticides afin de préserver l'environnement et la santé. « Une des solutions pour y parvenir est de mettre en place une filière agricole et agroalimentaire durable. Et l'introduction de produits bio, locaux et durables en restauration collective est une des options suivies. En tant que collectivité, nous avons une responsabilité, nous devons enclencher l'action, proposer des produits alimentaires sains, du territoire et biologiques, » précise Jean-Louis Launay.

Du local à la cantine, c'est bon !

Après un recensement des producteurs locaux réalisé en 2010, un programme d'accompagnement pour les établissements (scolaires mais aussi crèches et maisons de retraite) qui souhaitent avoir des produits bio, locaux et durables a été enclenché. En 2012, quatre établissements se sont portés volontaires, et cette année, cinq autres ont rejoint le projet. Au total, 3 000 repas par jour. Les sites sont accompagnés pour une durée de trois ans selon une démarche très structurée : réalisation du diagnostic, établissement d'un projet propre à chaque établissement, introduction des produits bio, locaux et durables en restauration collective, accompagnement pédagogique des convives, des encadrants et des enseignants, et pour terminer formation des cuisiniers. Réalisée par Gilles Daveau et Thierry Marion, spécialistes d'une cuisine alternative, cette formation intègre notamment un travail sur les associations de denrées et les cuissons. Au fur et à mesure, les possibilités d'approvisionnement sur le territoire s'organisent et se construisent. « Nous créons une dynamique de réseaux, explique Claire Brachet, chargée de mission restauration collective au Gab 85, structure retenue pour accompagner le projet. L'objectif est vraiment d'apporter des produits bio durables qui entrent dans une démarche de territoire, et non du bio pour du bio. » Au final, le repas de qualité est bien celui qui sera consommé à 100 %.

* Beaupaire, Les Epesses, Les Herbiers, Mesnard-La-Barotière, Mouchamps, Saint-Mars-La-Réorthe, Saint-Paul-en-Pareds, Vendrennes.

SRC GASPILLAGE ALIMENTAIRE

La chasse aux miettes !

Sodexo a mené auprès de 300 000 élèves de la maternelle au lycée son opération « Moins de miettes, c'est plus d'assiettes ! ». Le pain jeté en fin de repas est comptabilisé et récupéré. Il est ensuite exposé le lendemain dans la salle de restaurant afin de sensibiliser les élèves au gaspillage alimentaire. Puis l'opération est renouvelée. La deuxième vague de ramassage montre de moindres quantités de pain jetées. Cette différence est convertie en dons de repas aux Restos du cœur. Dans les restaurants d'entreprise, Sodexo a proposé à ses clients de s'associer à une opération caritative en invitant les collaborateurs à apporter des denrées. Avec 30 entreprises participantes, 8 tonnes de produits étaient attendues. Le fruit de la collecte sera remis à une épicerie solidaire membre du réseau de l'Association nationale de développement des épiceries solidaires (ANDES).



SRC PRODUCTEURS FRANÇAIS

Priorité au riz de Camargue

Elior Restauration Enseignement vient de signer un partenariat avec le Syndicat des riziculteurs de Camargue pour favoriser les circuits courts et s'approvisionner en riz local français. Jusqu'au 31 mai, 50 000 élèves des restaurants scolaires de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur vont pouvoir déguster ce produit au travers de nombreuses recettes créées pour éveiller leurs papilles. Près de 12 000 kits sur la culture du riz seront distribués aux enfants. Ce partenariat devrait s'installer dans le long terme et favoriser la mise à disposition du riz de Camargue dans l'ensemble des restaurants scolaires du groupe.

Archéologie préventive Extraordinaire découverte en Vendée

Pendant cinq cents ans, sur une des premières collines du bocage vendéen, à l'est de la commune des Herbiers, au lieu-dit « La Cossonnière », ont vécu des villageois gaulois. Des vrais, avant l'invasion romaine, du Ve siècle avant Jésus-Christ à 51 ans avant Jésus-Christ. Il ne s'agit pas d'une ferme, comme d'autres gisements l'ont montré, mais d'un vrai village, comme celui d'Astérix. Pendant un demi-millénaire, nos ancêtres ont vécu là, mais la loi du modernisme ne ressuscitera leur village que pendant à peine trois mois. En effet, sur une surface évaluée à un peu plus de 10 hectares, une ligne rigoureusement droite couvrant deux hectares et demi détruira tout pour faire place au contournement routier sud-est des Herbiers. Le modernisme technique a permis cette découverte, c'est lui qui en effacera les traces. Plus tard, peut-être, en fouillant les terres voisines, entre le nouveau cimetière et la grande ferme, d'autres découvertes pourront être faites. Ceci à deux pas du Puy du Fou, dont dépendaient les terres de la Roche-Thémer. En Vendée, sur cette terre de culture populaire, une fois encore la réalité dépasse la fiction.

Qu'y voit-on actuellement ? Des centaines de mètres de lignes rouge fluo peintes sur la terre et des trous multiformes, surtout des emplacements de poteaux en bois et de fossés successifs, et des angles savamment délimités. Une douzai-

ne d'archéologues s'activent, une jeune femme dirige une pelleteuse avec une agilité de fée et une précision d'horlogère. Il a fallu retirer plusieurs dizaines de centimètres de terre d'un champ somme toute banal pour que la « radiographie » solaire et l'humidité laissent apparaître, pour peu d'heures, les contrastes éphémères du village. Comme on le voit en archéologie aérienne. Une fois les marquages faits, l'atmosphère a repris ses droits et l'image s'est effacée. Mais l'essentiel a été constaté et protégé. Dans quelques jours, les fouilles s'approfondiront et bien des espoirs sont permis pour que l'on y trouve quelques autres poteries et céramiques que les pictons du bocage ont tenues entre leurs mains avant de résister puis de collaborer avec les Romains, qui révolutionnèrent leurs techniques et leur destin. Puis, plus de deux millénaires d'histoire ont recouvert le souvenir et les tombes de ces premiers habitants du Bas-Poitou.

Cette découverte est un événement majeur, qui développera grandement la connaissance que nous avons de cette Gaule fascinante mais encore bien mystérieuse.

Bernard Chupin



DOSSIER

Si la crise économique fait des ravages partout en France, certains territoires résistent mieux que d'autres. Bien souvent grâce à des atouts spécifiques, mais aussi car les élus et leurs équipes s'impliquent concrètement pour soutenir les entreprises en difficulté ou celles qui ont des projets de croissance. Tour d'horizon des recettes qui font la différence.



Ces territoires champions du développement économique

REPÈRES

ENTREPRISES ET COLLECTIVITÉS : QUELLES ATTENTES RÉCIPROQUES ?

Cette étude du CNER (Fédération des agences de développement et des comités d'expansion économique) donne la parole aux entreprises, grands groupes et PME, afin qu'ils expriment leurs attentes vis-à-vis des collectivités et de l'action publique territoriale. 55 €. www.cner-france.com

Situation de crise oblige, plutôt que de céder à la fatalité des plans sociaux, de plus en plus de collectivités sinvestissent pour attirer des entreprises ou éviter la disparition d'emplois. Seulement, elles obtiennent des résultats très différents. Ainsi, par exemple, quand le taux de chômage national au deuxième trimestre 2012 est de 9,7 %, il n'est que de 8,1 % en Vendée et était inférieur à 6 % à la même époque dans la communauté de communes du pays des **Herbiers** 8 collectivités, 27 500 habitants. Dans le bassin d'emplois de Mauriac, 3 850 habitants dans le Cantal, quand la récession était partout de mise, l'emploi salarié a progressé de 1,3 % en 2010 et affiche le plus faible taux de chômage de la région : 5,1 %.

À Carhaix, dans le Finistère, une zone excentrée, au quatrième trimestre 2010 le taux de demandeurs d'emplois

était de 8,1 %, contre 9,8 % en France. « Ces dernières années, globalement, le chômage a baissé alors que nous étions dans une période de crise. Si nous nous maintenons, c'est grâce à un tissu de petites et moyennes entreprises souples et résistantes. Le secteur industriel représente 50 % des emplois, notamment grâce à l'agro-alimentaire », explique Christian Troadec, le maire de Carhaix et président de Pohér communauté, 8 communes et 14 431 habitants. Bien sûr, ces chiffres peuvent être trompeurs. Ainsi, certaines collectivités locales comme en Lozère affichent des taux de chômage très faibles en raison de la désertification rurale et du fait qu'il y ait majoritairement une population de retraités. D'autres territoires bénéficient d'implantations économiques solides comme dans l'Essonne. De même, certaines régions comme la Vendée ont été de tout temps des territoires économiquement dynamiques.



3 QUESTIONS À... MICHEL GODET*

« LES ÉLUS DOIVENT ENTREtenir DES LIENS RÉGULIERS AVEC LES CHEFS D'ENTREPRISES »

Comment expliquer la réussite économique de certains territoires ?

Moins à la tendance politique des élus qu'à leurs compétences économiques.

Évidemment, les maires ne peuvent pas tous être chef d'entreprise, mais ils doivent constituer leurs équipes avec ces compétences complémentaires et cesser le clientélisme des subventions et des recrutements. Lorsque ces conditions sont réunies, comme à Chartres dans l'Eure-et-Loir, on peut financer un développement spectaculaire de l'agglomération tout en baissant les impôts depuis dix ans. Ce ne sont pas seulement les infrastructures et le tissu économique qui font le développement d'un territoire, mais aussi la capacité des hommes à porter des projets et celle des élus à leur faciliter la tâche.

Le rôle des collectivités locales est-il si important sur ces questions ?

La France d'en haut est en panne mais celle des territoires entreprenants et innovants va mieux. Elle irait encore mieux s'il y avait

moins de normes, de contrôle et de lourdeurs administratives. Globalement, il faut s'appuyer sur les entreprises existantes plutôt que de chercher à tout prix à en attirer de nouvelles. Pour ce faire, les élus doivent entretenir des liens réguliers avec les chefs d'entreprises. Tout va mieux aussi quand les acteurs locaux – élus, chambres consulaires, services publics – travaillent ensemble.

Sur quels autres leviers les élus peuvent-ils agir ?

Il ne faut pas perdre de vue non plus que c'est la qualité de vie qui fait 80 % de la richesse d'un territoire : le développement des loisirs, des transports, des infrastructures de garde d'enfants, les services aux personnes âgées, la sécurité des biens et des personnes. ... Tous ces éléments comptent autant et relèvent en grande partie des politiques des collectivités locales.

* Économiste et professeur au CNAM en prospective stratégique, co-auteur de *La France des bonnes nouvelles* (Odile Jacob, 2012)

Cependant, au-delà de ce constat il serait trompeur de réduire la réussite économique à la présence de grandes infrastructures industrielles ou tertiaires, ou à une désertification ancienne, comme l'illustre les exemples de Saint-Flour ou d'Épinal (voir articles p. 34 et 35). Les territoires champions du développement économique sont ceux où chefs d'entreprises et élus entretiennent des rapports réguliers, solidaires et bâtissent ensemble. Ils se rencontrent régulièrement et mènent conjointement des initiatives structurantes et coordonnées. L'attractivité tient également à la présence d'axes de transports, à l'aménagement de zones d'activités adaptées aux besoins des entreprises, à des incitations économiques, comme à l'accompagnement dans la réalisation des projets de développement. Bien sûr, les régions, au même titre que les services de l'État, sont en première ligne sur ces questions comme d'ailleurs les départements sur les compétences liées au tourisme. C'est le cas aussi des CCI, chambres des métiers, tribunaux de commerces ou organisations patronales avec lesquelles les élus doivent entretenir des liens étroits, notamment pour adapter les temps administratifs et juridiques à la réactivité vitale pour les entreprises.

4,5 % de chômeurs

La recette ? En premier lieu, ne pas considérer les entreprises comme une source de revenu fiscal. Soit favoriser celles qui créent de l'emploi même si elles rapportent moins fiscalement, créer une synergie entre elles, avec, par exemple, la réalisation de guides qui les incitent à travailler ensemble, explique Christian Schoettl, le président de la communauté de communes du pays de Limours (14 communes, 26 000 habitants dans l'Essonne) : « Il faut raisonner en termes d'aménagement du territoire. Ça signifie se doter d'un service de l'emploi efficace pour anticiper les difficultés de recrutement des entreprises, et permettre la reconversion par la formation des actifs. Nous avons un taux de 4,5 % de chômeurs et cinq professionnels dédiés à l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Chacun d'entre eux a un interlocuteur unique qui intervient également pour les questions de formation, de garde d'enfants, de logement... C'est le service de ce type le plus important du département. »

La démarche est sensiblement similaire à Vitré où, depuis cinq ans, la maison de l'emploi, de l'entreprise et de la formation - la MEEF - est une structure unique avec comme président Dominique Langlois, chef d'entreprise, par ailleurs vice-président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Rennes.

« Pour éviter le risque de délocalisation, l'intercommunalité a investi 10 millions d'euros »

« Nous avons souhaité réunir, dans un même lieu, les services du pôle emploi, du centre d'information et d'orientation, de la mission locale, de la CCI, de la chambre d'agriculture, les chambres des métiers, les associations liées au RSA. Pourquoi ? L'empilement et la dispersion des structures rendent peu lisibles les dispositifs pour les citoyens comme pour les entreprises », explique Pierre Méhaignerie, président de Vitré communauté (36 communes, 64 000 habitants). En cinq ans, Vitré a créé + 5,9 % d'emplois et est à la première place des 212 communautés d'agglomération françaises pour la création de richesses dans le secteur marchand. Son taux de chômage est de 5,8 % au deuxième trimestre 2012, et 44 % des emplois de ce territoire sont industriels.

En mai dernier, Pierre Méhaignerie a participé à la création d'une académie des métiers de l'industrie, en partenariat avec la MEEF, des entreprises et des structures de formation, destinée notamment à attirer les jeunes vers ces métiers et améliorer le niveau de formation professionnelle.

S'il ne suffit pas de créer des zones d'activités pour attirer des entreprises, l'offre de bâtiments adaptés et

30 %

c'est l'augmentation des dépenses liées au développement économique par habitant entre 2007 et 2010

27 %

des communautés d'agglomération avait un service économique d'au moins 10 personnes en 2010 contre seulement 16 % d'entre elles en 2005 (Source : enquête ADCF juin 2010)



et favorise tout autant les partenariats avec ses propres services que les autres sociétés du bassin d'emplois. « Si une entreprise travaille dans la gestion des déchets, nous pouvons la mettre en contact avec nos services chargés de ces questions. De même, nous favorisons le contact entre les entrepreneurs qui sont sur des marchés complémentaires », explique Antoine Poupelin, le responsable du développement économique de la communauté. Par ailleurs, les liens sont réguliers avec les associations et syndicats d'entrepreneurs, comme Les Herbiers entreprises ou le Centre des jeunes dirigeants, au cours de quatre petits-déjeuners annuels co-organisés qui portent sur des thèmes comme l'exportation ou l'écoconception. « Les relations se font aussi naturellement. Marcel Albert, maire des Herbiers et président de la communauté de communes, est un ancien chef d'entreprise », poursuit Antoine Poupelin.

Un moteur de recherche

L'image marketing d'un territoire est aussi une piste de développement économique. Épinal, célèbre pour ses images, a développé un pôle dans le secteur de l'audio-visuel pour asseoir son développement économique, avec notamment l'une des meilleures chaînes de télévision locale, Image plus, une école supérieure d'art et un musée de l'image. Une SEM de la communauté d'agglomération d'Épinal a créé Spinal image, une société dont elle détient 20 % des parts, le reste appartenant à Archive TV qui leur permet d'avoir 40 000 heures d'archives. Depuis deux ans, la communauté a créé un pôle image qui repose notamment sur la création d'un studio, 100 000 euros d'investissement, qui a permis d'attirer une société spécialisée dans les panneaux d'affichage, mais aussi Xilopix, une société qui a produit un moteur de recherche dédié aux images, dans laquelle la SEM a investi 400 000 euros. Soit au bas mot 18 emplois créés. Aujourd'hui, des producteurs devraient s'implanter, tandis qu'en 2012 la région a décidé de s'investir dans le projet pour créer un pôle régional dédié aux images.

Une initiative qui n'est pas nécessairement créatrice de nombreux emplois sur place mais qui contribue à donner une image dynamique du bassin d'emplois et à impulser des contacts réguliers avec le monde de l'entreprise dans les services de la collectivité locale. Car l'une des autres clés du succès réside dans la capacité des élus à intégrer dans leurs équipes des professionnels qui connaissent bien le monde de l'entreprise. In fine, si les élus comme les intercommunalités ne peuvent pas tout contre la crise et pour soutenir leur développement économique, leur marge de manœuvre est beaucoup plus importante qu'on pourrait le croire, avec à terme une création de richesse et d'emplois, même si cela suppose quelques investissements en amont.

Cédric MORIN

de qualité jouent un rôle fondamental dans l'attractivité d'un territoire, et tout est question d'anticipation. « Nous avons pris le risque de créer en amont des bâtiments tertiaires et industriels car nous manquions d'emplois féminins. Nous avons ainsi attiré un centre d'appel et créé 500 emplois. En effet, les entreprises peuvent ainsi s'installer très rapidement et connaissent en amont le coût de leur installation. Tous ces éléments comptent », explique Pierre Méhaignerie. Parallèlement, sur le territoire de Vitré Communauté, l'entreprise de viennoiserie industrielle Panavi a été rachetée en 2005 par le groupe belge Vandemoortele. « Pour conserver et développer sa logistique, sous l'entité Panalog, la communauté a investi 8 millions d'euros dans un bâtiment frigorifique dernière génération à proximité de l'A10 et de l'A84. La location de ce bâtiment à l'entreprise permet tout autant de conforter son implantation avec ses 300 emplois que de couvrir l'emprunt que nous avons contracté », explique Pierre Lory-Forêt, le directeur général des services de Vitré communauté.

De son côté, la communauté de communes du pays des Herbiers travaille également en réseau permanent avec la CCI, la chambre de métiers et d'artisanat



Encourager l'entrepreneuriat local

La communauté de communes du Pays des Herbiers soutient les créateurs d'entreprises et participe au développement d'un tissu économique diversifié et dynamique, qui lui a permis de toujours rebondir.

Avec 13 000 emplois salariés pour 28 000 habitants et un taux de chômage proche de 6 %, la communauté de communes du pays des Herbiers ne connaît pas la crise. Plus exactement l'intercommunalité de huit communes, dont 16 000 habitants aux Herbiers sait rebondir. « Nous avons été un territoire industriel avec, il y a vingt ans, 4 600 salariés dans des secteurs comme la chaussure, l'habillement ou le meuble dont il ne reste aujourd'hui que 680 postes en raison de la concurrence internationale.

Aujourd'hui, les créations d'emplois se retrouvent dans les bureaux d'études, de création et dans le secteur de la logistique », précise Marcel Albert, maire des Herbiers et président de la communauté de communes.

Des prêts d'honneur sans intérêt

Ce bocage vendéen accueille de belles réussites : les chantiers Jeanneau/Bénéteau, premier site mondial de construction de bateaux de plaisance, implanté suite au rachat d'une menuiserie ; le groupe Liebot, spécialisé dans les



Les chantiers Jeanneau/Bénéteau, sont une des belles réussites vendéennes

fenêtres et façades aluminium, ou encore General Transmissions, leader mondial dans les transmissions pour la motoculture. La plupart des 900 entreprises artisanales, commerciales et industrielles du territoire ont été créées ici par des habitants. C'est le cas de La Boulangerie (250 personnes), ou d'une société spécialisée dans le foie gras, créée par un agriculteur qui a débuté en élevant des canetons, et qui compte aujourd'hui 300 salariés et a été rachetée par Euralis, le leader mondial du secteur. « Il n'y a pas de miracle vendéen mais une culture de solida-

rité liée à l'implantation historique des mouvements catholiques », poursuit Marcel Albert.

176 sociétés comptent plus de huit salariés, la majorité adhèrent à l'association Les Herbiers entreprises, avec un lien permanent avec Marcel Albert, mais aussi Claude Rousseau, maire de Vendrennes et vice-président chargé des questions économiques. Antoine Poupelin, le responsable du développement économique de la communauté de communes, assure, quant à lui, le lien avec les services internes pour les accompagner sur les questions d'urbanisme, juridiques, d'aménagement des réseaux, les actions de communication et de marketing territorial à mener...

Le soutien de l'intercommunalité aux créateurs et repreneurs d'entreprises s'articule autour de trois axes : l'accompagnement pour formaliser leur projet et le montage de financement public ; la recherche et la commercialisation d'immobilier et de foncier ; des prêts d'honneur sans intérêt et plafonnés à 10 000 euros. Une opportunité offerte dans le cadre du réseau associatif Initiative Vendée bocage.

Les porteurs de projet profitent également de quatre ateliers relais avec des prix progressifs, ainsi que deux hôtels d'entreprises pour le tertiaire. "Green Tech", une pépinière d'entreprises pour les porteurs de projet dans le champ du développement durable, va être lancée en 2014. Soit dix bureaux modulaires, avec un accompagnement et un suivi régulier des créateurs, des infrastructures et des services mutualisés : salle de réunion, photocopie... Et là encore, le montant des loyers sera progressif, pour qu'une seconde génération de créateurs puisse profiter de l'infrastructure. Solidarité, culture d'entreprise et investissement commun des élus et entreprises pour le développement du territoire, c'est peut-être bien là le secret du « miracle vendéen ».

C. M.

→ TERRAINS ET BÂTIMENTS

Pour anticiper le développement des entreprises, la communauté de communes du pays des Herbiers les accompagne, en partenariat avec les différentes mairies, dans la recherche de foncier sur les 25 zones d'activités du territoire, dont les 5 qui restent encore communales devraient être prochainement intégrées à l'intercommunalité. À proximité des grands axes routiers, l'accent est mis sur la qualité du bâti, avec l'obligation de passer par un architecte et la possibilité de solli-

citer un cabinet spécialisé dans les bâtiments à basse consommation. « La qualité et l'harmonie des zones industrielles sont très importantes pour convaincre les clients et les banques. Nous voulons mettre l'accent sur les bâtiments à très faible consommation énergétique », précise Marcel Albert. Dans ce cadre, le projet "Green Tech" porté par l'intercommunalité prévoit la construction d'un bâtiment qui répondra à la réglementation thermique 2020.



Chômage : les villes qui résistent

Dans une France sinistrée par le chômage, une poignée de villes s'en sortent mieux que d'autres. Nous sommes allés enquêter dans trois d'entre elles. **PAGES 2 ET 3**

Plongée dans ces villes où le chômage reste faible

Le nombre de demandeurs d'emploi pour le mois de juin est publié ce soir. Les disparités sont fortes, certaines villes résistant mieux.

C'est devenu un rituel, comme pour conjurer le mauvais sort... Chaque mois depuis plus d'un an, le gouvernement s'attelle à maintenir coûte que coûte le moral des Français malgré l'annonce des mauvais chiffres du chômage. Hier, lors d'un énième déplacement sur l'emploi, à Dunkerque (Nord), François Hollande a renouvelé sa promesse (*lire ci-dessous*). « C'est la première priorité du gouvernement et c'est ma première volonté de faire en sorte qu'il y ait cette inversion de la courbe du chômage à la fin de l'année. »

■ Bataille au jour le jour

Et de sonner la mobilisation des préfets, des élus, des chefs d'entreprise et de tous les acteurs de terrain... pour parvenir à l'objectif et faire mentir les prévisionnistes, comme l'OCDE, persuadée que la France devra attendre l'éclaircie jusqu'en 2014. Sur le terrain, on n'a attendu ni les emplois d'avenir ni les contrats de

génération pour agir. La bataille pour l'emploi se livre au jour le jour, avec ses contrastes. Car toute la France n'est pas frappée de la même manière par cette explosion du chômage. Il reste quelques rares zones d'emploi (45 affichaient un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale au premier trimestre) moins frappées par la crise. Des havres de résistance où le taux de chômage frôle « le plein-emploi » : autour de 5 à 7 %, voire 8 %. Souvent grâce à la détermination des acteurs locaux, publics ou privés, voire les deux. Là, pour empêcher une fermeture d'usine ou des licenciements (comme à Rodez, où les syndicats de Bosch ont bataillé dur pour parvenir à un accord donnant-donnant qui a permis d'éviter la fermeture du site). Ici, pour créer des pôles économiques, attirer les entreprises et doper le moteur des créations d'emplois...

Certains auraient-ils trouvé des recettes miracles ? Nous avons essayé de le savoir en passant au crible trois villes qui restent (relativement) éparpillées (*lire page 3*). CATHERINE GASTÉ



Le plan de Hollande pour les emplois non pourvus

DUNKERQUE (NORD)

De notre envoyé spécial

« On aura gagné une embauche aujourd'hui... » Hier après-midi, François Hollande a quitté Dunkerque avec l'assurance d'au moins un recrutement en CDI : celui de Jessica, ex-vendeuse devenue à 35 ans soudeuse, qu'il a rencontrée lors de son déplacement dans le troisième port français. De quoi mettre un peu de baume au cœur d'un président qui s'attend à ce que le chômage, en juin, progresse encore. « Les prévisions ne sont pas forcément conformes à mon engagement », reconnaît Hollande, qui continue contre vents et marées à renouveler son objectif d'inverser la

courbe du chômage à la fin de l'année malgré la récession. En attendant la délicate réforme de la formation professionnelle pour la fin d'année, le président a annoncé, hier, le renforcement de son « programme d'urgence » contre les emplois non pourvus.

■ Un travail « de dentelle »

« De 30 000 à la fin de l'année, nous allons passer à 100 000 l'an prochain », a annoncé Hollande, accompagné de son ministre de l'Emploi, Michel Sapin. En clair, l'Etat et ses partenaires (régions, Fonds social européen...) s'engagent à financer la formation de 100 000 chômeurs pour les orienter prioritairement vers

des filières qui recrutent. La méthode ? Ne plus se contenter d'un diagnostic déjà connu « par filière » (bâtiment, tourisme, etc.) mais via Pôle emploi, « entreprise par entreprise, poste par poste ». « De la dentelle », glisse Michel Sapin, qui peut disposer d'une enveloppe de 185 M€ pour les 30 000 premières formations. « La bataille pour l'emploi peut être gagnée, elle va être gagnée », lance Hollande, qui, optimiste, a déjà annoncé il y a quelques jours que la reprise était là.

Méthode Coué ? A Dunkerque, le président se livre à un pur exercice de communication. Quitte à enfilier une charlotte pour visiter le groupe pharmaceutique AstraZeneca, qui

vient d'embaucher une dizaine de personnes. Ou à mettre un casque de chantier quand, quelques minutes plus tard, Hollande découvre les cuves d'acier de 150 t de la CMP Dunkerque. Objectif : susciter des vocations dans un secteur en déficit de main-d'œuvre qualifiée. Il s'attarde avec Fabien, 29 ans, venu par l'insertion. « Essayez de convaincre les jeunes de devenir soudeurs, chaudronniers, etc. », l'encourage le président. Vient enfin la signature d'emplois d'avenir à la communauté urbaine. Près de 40 000 ont été signés en France. « Malgré les sarcasmes et les sourires, nous allons atteindre l'objectif des 100 000 », assure Hollande.

ÉRIC HACQUEMAND

VOIX EXPRESS

Propos recueillis par ARIANE RIOU

Déménageriez-vous dans une région où l'emploi se porte mieux ?



Ercan Catakli
28 ans, commercial
Lille (59)



Maria E. Calderon
45 ans, sans-emploi
Paris (IXe)



Romain Parissier
40 ans, sans-emploi
Vélizy (78)



Kévin Virapin
19 ans, étudiant
Meaux (77)



Maryline Dupuis
50 ans, professeur des écoles
Libourne (33)

« Oui. Je m'apprête d'ailleurs à le faire ! Je travaille dans le Nord-Pas-de-Calais, une région qui est fortement touchée par le chômage, et j'ai décidé d'aller vivre en Haute-Savoie, à Annemasse, dès la rentrée. C'est près de la Suisse, et là-bas, je suis persuadé que je trouverai plus facilement un emploi. Tout le monde nous fait des promesses depuis longtemps, mais aucune n'est jamais tenue. La seule solution, c'est de partir ! »

« Non. Je connais trop bien Paris pour quitter cette ville. Je suis chilienne et ça fait treize ans maintenant que je vis ici. J'y ai tous mes repères. Alors, même si ici je passe de petit boulot en petit boulot et que la vie n'est pas toujours facile, je serai incapable de déménager. J'ai déjà passé des vacances en Midi-Pyrénées, une région dynamique au niveau de l'emploi. Mais je n'irai pas pour y habiter ! »

« Oui, mais le travail, ce n'est pas essentiel. Il faut surtout se sentir bien dans la ville où on vit. Alors, même si on me demandait d'aller dans une région où il fait mauvais toute l'année pour trouver un emploi intéressant, je refuserais. Ce qui me plaît, c'est d'habiter dans une ville où le climat est agréable et où je peux éviter la surpopulation, et surtout les embouteillages ! »

« Non, même si c'est toujours avantageux de quitter un endroit pour aller chercher un emploi plus intéressant. Il est même possible que j'y sois contraint un jour. Mais je suis quelqu'un de très proche de ma famille, et je me vois mal partir loin et les voir moins souvent à cause de mon travail. Donc, si je peux rester près d'elle, je le ferai, et ce même si le taux de chômage est plus bas ailleurs. »

« Oui, sans hésiter ! Le travail est une priorité et j'estime qu'il faut être mobile. Et on est tous capables de déménager pour travailler. Qui plus est, pour découvrir de nouvelles régions. La France regorge d'endroits charmants. Alors, si en plus je peux y trouver un meilleur poste, je déménage dans la seconde ! Et pour la famille, peu importe la distance. »

L'ÉDITO

Traitement social

François Hollande tiendra-t-il sa promesse d'inverser la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année ? Depuis quelques semaines, le gouvernement met les bouchées doubles pour stopper la hausse du nombre de demandeurs d'emploi, à grand renfort de dispositifs publics et de contrats aidés. Attention au trompe-l'œil, prévient déjà l'opposition, quand elle ne dénonce pas une pure opération de manipulation et de camouflage. Il y a du vrai dans ces critiques. On le sait, seule la croissance permet de créer des emplois durables. Et de ce point de vue, l'inversion de la courbe — si elle se vérifiait — traduirait davantage le volontarisme présidentiel qu'une reprise économique que les entreprises ne voient toujours pas venir. François Hollande aurait donc tort de fanfaronner. Faut-il pour autant laisser les chômeurs à leur propre sort en attendant des jours meilleurs ? L'histoire récente nous montre que le traitement social n'est ni de gauche ni de droite. En 1997, lorsque la France dépassa pour la première fois le seuil fatidique des 3 millions de chômeurs, la droite alors au pouvoir prévoyait de mobiliser pas moins de 500 000 contrats emploi solidarité, 280 000 contrats initiative emploi... De quoi relativiser quelques cris d'orfraie ! **MATTHIEU CROISSANDEAU**

REPÈRES

LES VILLES ÉPARGNÉES PAR LE CHÔMAGE

Taux de chômage par zone d'emploi au 1^{er} trimestre 2013

Source : Insee

1	Houdan (78) (37 670 habitants)	5,1 %
2	Les Herbiers (85) (56 979 hab.)	5,9 %
3	Rambouillet (78) (71 496 hab.)	6 %
4	Wissembourg (67) (40 812 hab.)	6,1 %
5	Vitré (35) (48 778 hab.)	6,2 %
6	Lozère (48) (77 163 hab.)	6,3 %
7	Mont-Blanc (74) (61 378 hab.)	6,4 %
8	Plaisir (78) (53 819 hab.)	6,5 %
8	Rodez (12) (174 553 hab.)	6,5 %
8	Mauriac (15) (29 960 hab.)	6,5 %
11	Saclay (91) (1 139 688 hab.)	6,7 %
12	Tulle (19) (71 571 hab.)	6,8 %

Vitré sauvé par les centres d'appels

VITRÉ (ILLE-ET-VILAINE)*de notre envoyé spécial*

Une exception en Bretagne mais aussi en France. Le bassin de Vitré (Ille-et-Vilaine, 16 800 habitants) affichait un taux de chômage de seulement 6,2 % en avril. Un chiffre équivalent quasiment à une situation de plein-emploi où le chômage atteint un niveau incompressible. Un miracle ? Pas tout à fait. Comme le reste du pays, cette petite commune n'échappe pas à la crise (1 000 chômeurs en plus sur un an, selon Pôle emploi). Mais elle s'en sort plutôt mieux. Ces cinq dernières années, 1 050 emplois s'y sont créés.

Une bonne santé qui s'affiche sans complexes dans les locaux du centre d'appels Webhelp. L'ambiance est décontractée : babyfoot et piscine de boules plastiques dans les étages y contribuent. « Depuis notre implantation en 2007, nous avons recruté 540 salariés », explique le manager, David Gilleau, jeans et baskets.

■ Créer un environnement favorable aux entreprises

Pourtant, il y a dix ans sur ce même site, les quelque 900 employés de Mitsubishi apprenaient leur licenciement. « Un coup dur pour Vitré où l'industrie représente encore plus de 40 % des emplois », confie Isabelle Le Cannellec, député UMP. La communauté d'agglomération décide alors de racheter les locaux pour ré-industrialiser le site. Des entreprises



comme Webhelp ou Thales sont démarchées. Résultat, 1 200 personnes travaillent aujourd'hui dans cette zone industrielle.

« Il n'y a pas de secret, pour réussir, il faut créer un environnement business friendly », explique, tout sourire, Pierre Méhaignerie, maire de Vitré et président de la communauté d'agglomération. Député de 1973 à 2012, ancien ministre, l'homme, figure de la droite sociale, a mené depuis trente ans une politique basée sur une fiscalité modérée (impôts locaux sur les entreprises inférieurs de 30 % par rapport à d'autres villes de même taille).

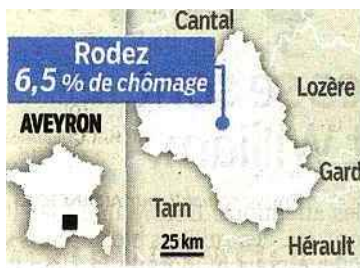
Autre axe fort : les transports. Le bassin de Vitré possède une gare TGV et quatre échangeurs routiers reliés à l'autoroute pour Paris. Un univers propice aux affaires, Vitré accueillant douze entreprises de plus de 500 salariés et des fleurons de l'industrie comme les abattoirs SVA Jean Rozé ou le laitier Lactalis.

FLORIAN FAYOLLE



Vitré (Ille-et-Vilaine). Le centre d'appels Welhelp a recruté 540 salariés depuis son implantation en 2007. (DR)

La solidarité, spécialité de Rodez



RODEZ (AVEYRON)

De notre correspondante

« Les Aveyronnais sont des gens pugnaces, attachés à leur territoire, répète Manuel Cantos, président de la chambre de commerce et d'industrie de Rodez. Face au chômage, ils savent rebondir. » Le Grand Rodez (6,5 % de chômage au premier trimestre, l'un des plus bas de France), qui en Midi-Pyrénées génère le plus haut niveau de PIB par habitant après Toulouse, compte sur le dynamisme de six filières (agroalimentaire, mécanique, bois, informatique, BTP et tourisme).

■ Reclassement local

« Selon l'enquête des besoins en main-d'œuvre, c'est le tertiaire qui propose le plus d'offres mais l'agriculture en compte aussi beaucoup, en particulier dans les métiers en tension, par exemple dans les abattoirs, note Olivier Jalbert, directeur de l'agence Pôle emploi à Rodez. La solidarité est forte car quand des entreprises ferment, les sociétés ayant besoin de recruter nous appellent pour indiquer qu'ils peuvent reclasser, après une formation, certains



Rodez (Aveyron). En avril, un accord de flexisécurité a été signé pour cinq ans chez Bosch afin de conserver les emplois chez le premier employeur privé du département.

des salariés licenciés. » Sur la dernière décennie, le nombre d'emplois dans le Grand Rodez a augmenté de 5 000 même si, comme partout, le chômage a augmenté ces derniers mois. « Notre commune affiche le plus haut niveau d'investissement par habitant, soit 1300 €, rappelle Christian Teyssède, le président de la communauté d'agglomération. Nous soutenons nos entreprises pour qu'elles investissent et surtout qu'elles maintiennent des emplois. »

Dernier exemple : la signature le 23 avril de l'accord de flexisécurité à l'usine Bosch d'Onet-le-Château pour cinq ans. Les syndicats SUD et CGT de l'entreprise, premier employeur privé du département, ont accepté le départ en préretraite de 112 employés

et une modération salariale assortie d'une flexibilité en termes de jours travaillés. En contrepartie, l'entreprise prévoit 29 M€ d'investissement.

Les Aveyronnais se targuent également d'être très innovants. Par exemple, Bernard Salinier, ancien cuisinier pâtissier, qui a créé il y a cinq ans l'Artisan du fruit, une fruiterie en centre-ville. Personne ne croyait en son concept et pourtant sa société affiche 5 % de croissance en 2012. Mieux, l'entrepreneur compte embaucher deux salariés en 2014. « J'ai la volonté de me renouveler, tout en étant prudent. » Les Aveyronnais ont vécu longtemps en autarcie, enclavés dans leur territoire, ce qui justifie leur esprit d'entreprise et leur persévérance.

JULIE RIMBERT

Coulommiers résiste grâce aux transports

MELUN (SEINE-ET-MARNE)

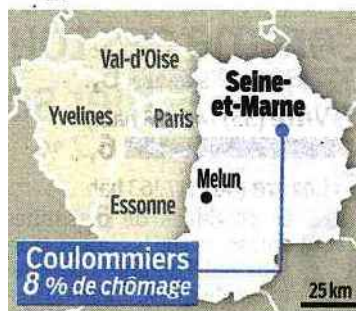
Entouré par les champs, on a du mal à croire que Coulommiers soit en région parisienne et que cette ville de Seine-et-Marne de 15 000 habitants, plus connue pour son fromage que pour son dynamisme économique, soit moins accablée par le chômage que d'autres zones plus urbaines et mieux desservies du département, comme Méaux et Marne-la-Vallée, qui est pourtant la locomotive économique.

Au premier trimestre, le taux de chômage dans la zone d'emploi de Coulommiers (52 communes) était de 8 %. Un demi-point de moins qu'en Ile-de-France. Comme ailleurs, il a progressé ces dernières années.

■ Plus d'offres que dans le reste du département

En mai, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 11,7 % par rapport à mai 2012. Cependant, la hausse reste plus limitée qu'au niveau départemental, souligne Catherine Haas, directrice territoriale de Pôle emploi dans le Nord-Seine-et-Marne. « C'est surtout au niveau des offres d'emploi que le climat a été plus favorable : au premier semestre, nous avons recueilli 700 offres supplémentaires (+ 1,8 %), alors que leur volume a reculé de près de 10 % dans le département. »

Le secteur du transport, et plus particulièrement l'entreprise Darche-Gros (la filiale du groupe Transdev assure, avec environ 80 bus, les



transports en commun dans le secteur), tient lieu de locomotive. « Nous avons toujours un volant de recrutements assez important. Chez les conducteurs, il y a un gros turnover, rappelle Mohamed Hamamouche, directeur du développement chez Transdev IDF Est. Toutefois, ces derniers mois, nous avons aussi eu plusieurs extensions de lignes. Chacune représente une dizaine d'embauches. Et en CDI. Nous rajoutons 300 000 km d'offre à la rentrée, ce qui va conduire au recrutement d'une dizaine de chauffeurs. »

Le député-maire Franck Riester (UMP) voit dans les bons chiffres du chômage à Coulommiers les fruits d'un « volontarisme local et des nombreuses actions partenariales engagées » par sa municipalité et cite le cas de la réindustrialisation en début d'année du site de Brodard Graphique (une imprimerie qui employait plus de 200 salariés avant sa fermeture en 2010), qui a permis de créer 150 emplois.

GRÉGORY PLESSE

Soutien tous azimuts à l'agriculture biologique

Communauté de communes du pays des Herbiers – Vendée
(26 622 habitants). L'intercommunalité appuie le développement
de l'agriculture biologique, de la création à la commercialisation.

Depuis 2009, la communauté de communes du pays des Herbiers (CCPH) a profité d'un programme Leader (lire encadré), mené par la CCPH et également pour le compte de la communauté de communes du canton de Saint Fulgent, pour aider les agriculteurs biologiques.

En amont, des aides sont octroyées à l'acquisition de matériel (serres pour maraîchage par exemple). Les frais de certification pour l'installation, la conversion ou le maintien en agriculture biologique sont pris en charge à 80 ou 100 %, soit 14 dossiers et 38 000 euros d'aides du Fonds européen agricole pour le développement rural et des deux intercommunalités. Hors du financement Leader, la CCPH a, dès 2010, acquis 13 ha de terres agricoles pour faciliter l'installation en agriculture biologique : « *Un maraîcher a déjà signé un bail rural environnemental sur 4 ha, le reste est loué à un agriculteur bio voisin, en l'attente d'installer une autre petite exploitation* », note Jean-Louis Launay, vice-président de la CCPH chargé du développement durable.

Débouchés locaux

L'association d'insertion Bocainsert (Les Herbiers) a, elle, lancé depuis 2011 une activité de maraîchage, grâce à 4 ha loués modiquement par la ville des Herbiers. Plus globalement, Philippe Cousineau, éleveur bio et membre du Centre initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, estime qu'« *il faut communiquer sur l'efficacité économique des systèmes respectueux de l'environnement. Des marges énormes restent à faire sur les bâtiments, la mécanisation, les intrants et les semences* ».



© Communauté de communes du pays des Herbiers

Assurer des débouchés locaux en aval n'a pas été négligé : « *Cela dynamise l'emploi local* », note Jean-Louis Launay. « *Après une étude de marché pour identifier le potentiel, huit structures de restauration collective représentant plus de 50 % du potentiel total sont accompagnées par le groupement des agriculteurs biologiques de Vendée (GAB 85) pour trois ans grâce à un marché initié par la CCPH* », indique Christelle Labbé, animatrice développe-

Le groupement des agriculteurs biologiques de Vendée sensibilise les élèves en salle de cantine

ment durable à la CCPH. Au menu : diagnostic d'établissement, rencontres entre producteurs et cuisiniers, etc. Une dizaine de cuisiniers ont aussi suivi en 2012 et 2013 une formation pour mieux travailler des produits locaux, durables et bio : « *Cuisson à basse température pour perdre moins d'eau, valorisation des protéines végétales, lutte contre le gaspillage dégagant des marges pour réinvestir dans la qualité des produits* », détaille Claire Brachet, chargée de mission restauration collective au

GAB 85. Avec 520 repas / jour, 15 à 60 % de 26 produits en bio pour un surcoût d'environ 20 %, la cuisine centrale de la ville des Herbiers est déjà lancée : « *Sauf exception, les livraisons sont adaptées, le choix s'étioffe* », note Marcel Davieau, le responsable.

La CCPH encourage aussi la vente directe par le financement de magasins de vente, caissons frigorifiques, signalétique, sites internet, etc : 96 000 euros d'aides pour 311 000 euros de projets. Sensibilisation et information des consommateurs ne sont pas oubliées.

Une carte de 50 producteurs locaux a été distribuée via le bulletin intercommunal. Par ailleurs, des « *conférences, projections de films ou animations de stand par la CCPH interpellent fortement* », se réjouit Jean-Louis Launay. Quant aux opérations annuelles fermes ouvertes, elles rassemblent 200 à 300 personnes par après-midi. Petit à petit, le bio fait ici son nid.

Frédéric VILLE

Le programme Leader booste l'agriculture bio

Le soutien à l'agriculture bio s'appuie sur un programme Leader 2009-2015 de reconquête de la qualité de l'eau pour la retenue de la Bultière, situé à 80 % sur la communauté de communes du pays des Herbiers. « *L'enjeu est énorme, le bassin-versant de la retenue étant en excédent structurel en nitrates* », assure Philippe Cousineau, éleveur de bovins viande bio dans le secteur. Pour reconquérir la qualité de l'eau, le pro-

gramme d'actions vise à mettre en œuvre des systèmes agricoles respectueux de l'environnement, aménager le territoire, développer une filière locale de produits de qualité, encourager les pratiques de ventes directes et de transformation à la ferme, informer et sensibiliser. Les 2 millions d'euros affectés au programme Leader servent aussi à financer le développement de l'agriculture bio.



Meuble : Espace Loggia prospère sur le meuble « gain de place »



Paul Malignac a repris la direction de l'entreprise après une carrière dans la finance, à New York

85 - Espace Loggia

poursuit sa croissance sur le concept des meubles « gain de place » : lits mezzanine, lits escamotables, blocs de rangement, etc. La société, qui emploie 47 salariés aux Herbiers, vise 7 M€ de chiffre d'affaires cette année contre 6,5 M€ en 2012 et 1 M€ en 2002, quand l'entreprise a repris les Établissements Chabot, aux Herbiers, désormais siège social et unique site de production de l'entreprise.

Familles recomposées

« Nous nous positionnons sur les nouvelles formes d'habitat. Celles qui s'adaptent au renchérissement de l'immobilier, aux familles, mono-parentales ou recomposées », souligne Paul Malignac, 37 ans. Ce financier, spécialiste de la titrisation, a repris l'entreprise familiale en 2006 après avoir quitté une carrière dans la finance, à New York. « Près de 25 % des Français travaillent à domicile et la moitié d'entre-eux aimerait ajouter une pièce à leur logement », confirme une étude Ipsos récemment commandée par la PME.

100 % made in France

Pour se distinguer, face aux grandes enseignes du meuble, Espace Loggia

mise sur « le 100 % made in France, avec des salariés français et du bois issu de forêts françaises. »

L'autre atout est le haut degré de personnalisation des meubles, de la taille à la couleur. Espace Loggia

Fiche contact api

Espace-loggia

Fabricant de meubles "gain de place". Son site industriel, Établissements Chabot, est basé aux Herbiers. La société a son siège social à Paris....

recueille les projets de ses clients via dix points de vente en propre et quatre corners chez Ligne Roset.

LondresDans le même temps, l'entreprise gagne du terrain sur le marché des collectivités : cités universitaires, hôtels, résidences... Elle y a récemment gagné de sérieuses références comme ces 450 chambres installées cet été pour le Crous de Toulouse. L'autre objectif est l'export : un premier magasin devrait ouvrir à Londres dès l'année prochaine.

Emmanuel Guimard

Fiche contact api

Etablissements-chabot

Fabrication de meubles "gain de place" pour la marque Espace Loggia....

Fiche contact api

Espace-loggia

Fabricant de meubles "gain de place". Son site industriel, Établissements Chabot, est basé aux Herbiers. La société a son siège social à Paris....

Paroles de négociant

« Il y a plus de « petits » et « gros » chantiers... au détriment du moyen de gamme »



Christian Raud est créateur et gérant du magasin Access Agencement spécialisé en

cuisines, salles de bains et dressings, situé aux **Herbiers** (Vendée).

« J'ai ouvert le magasin en 2003 dans une zone commerciale des Herbiers, à proximité d'un hypermarché. Nous exposons, sur une surface d'environ 200 m², cuisines, salles de bains et rangements ; nous travaillons essentiellement avec l'Italien Gentili, mais sommes ouverts à toutes les marques. Capables de répondre à tous types de budgets – de la kitchenette installée dans une location aux cuisines haut de gamme avec plans en pierre – nous recevons tous types de clientèle.

Le marché s'est bien tendu depuis 2007. Si de nombreux concurrents sont venus s'installer sur notre secteur, d'autres ont disparu : quelque part, cela s'équilibre. Nous remarquons que le panier moyen a tendance à chuter ; plus exactement, il y a

plus de gros chantiers – les personnes qui ont un budget important veulent toujours se faire plaisir, cela n'a pas changé – et davantage, aussi, de « petites » réalisations, car la clientèle qui était avant positionnée sur les segments intermédiaires a tendance à revoir ses budgets à la baisse. Les consommateurs prennent beaucoup plus leur temps pour signer, pas parce qu'ils ont moins d'argent, mais parce qu'ils sont plus anxieux quant à l'avenir... Il arrive qu'une année s'écoule entre l'établissement du devis et la signature du bon de commande ! Face à cela, le fait, par exemple, que nous prenions en charge la totalité du chantier, de A à Z, les rassure beaucoup. Depuis l'année dernière, les choses sont plus stables. Bien que nous n'ayons plus une vision très longue en ce qui concerne le futur, je crois que nous pouvons rester optimistes étant donné le faible taux d'équipement des Français en matière de cuisine. Il faudrait juste donner envie à ceux qui en ont déjà une de la renouveler plus rapidement, car là aussi, nous nous distinguons particulièrement de nos voisins allemands ! »

GRANDE DISTRIBUTION

Les enseignes font évoluer leurs formats logistiques

Système U passe à l'automatisation pour absorber sa croissance

Le 9 septembre dernier, Système U Ouest a lancé l'exploitation de son nouvel entrepôt de produits frais à Fontenay-le-Comte (Vendée). D'une surface de 27 400 m² (extensible à 39 400 m²), la plateforme livrera les 67 magasins U qui lui sont rattachés sur les départements Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vendée. Ce site géré par le prestataire Norbert Dentressangle traitera l'ensemble des gammes

L'enseigne mène un vaste plan d'automatisation de l'ensemble de ses entrepôts pour gagner en productivité afin d'absorber sa croissance. Ce programme vise aussi à anticiper une réglementation de plus en plus contraignante concernant la pénibilité du travail en entrepôt.

La plate-forme des **Herbiers** de Système U Ouest.

de produits frais, produits de la mer, fruits et légumes, boulangerie/pâtisserie, boucherie/volaille, crèmerie, charcuterie/traiteur. Mais sa particularité est surtout d'être bientôt partiellement auto-

maté. « Les préparations de commandes d'une certaine gamme de produits, notamment les fruits et légumes, seront robotisées à partir de mars 2014 à l'aide de petits robots capables de traiter 10 000 à 20 000 colis par jour. Nous avons déjà robotisé de la sorte les préparations de commandes de fruits et légumes dans deux de nos sites dédiés de Carquefou et de Savigny-en-Veron. Celles de Saint-Brieux le seront également à partir de décembre 2013. Au total, l'automatisation portera sur 60 % de nos volumes de fruits et légumes », indique Ronan Le Corre, directeur général délégué de Système U Ouest. L'objectif est de robotiser la gestion de 35 % de la totalité des volumes de produits frais à partir de mars prochain.

Cap sur l'automatisation.

« On prévoit à terme un système automatisé complet qui emploie des transstockeurs pour stocker les palettes complètes qui sont ensuite éclatées par les petits robots avant la recombinaison de palettes hétérogènes et leur mise à quai par des véhicules autoguidés AGV fournis par le spécialiste BA Systèmes », insiste le dirigeant. D'autres installations d'automatisation similaires seront mises



Rationaliser, mutualiser... La plupart des enseignes ont entrepris ou finalisent de gros chantiers dans un objectif précis : réduire les coûts face à une consommation en baisse et gagner en agilité pour contrer une concurrence de plus en plus rude. Tour d'horizon de quelques enseignes qui font bouger leurs lignes logistiques avec, notamment, un passage obligé à la mécanisation, voire à l'automatisation de leurs entrepôts.



en œuvre à partir du second semestre 2014 dans six entrepôts des trois autres entités régionales de l'enseigne. Le distributeur compte aussi « travailler à la robotisation » de la préparation des commandes et des expéditions de liquides (boissons). « La manutention de 200 colis lourds de bouteilles par heure demande de la force physique et donc des conditions de travail très pénibles », souligne-t-il. Outre le gain en ergonomie, l'automatisation conduit à un gain de place et de productivité. Pour ce faire, Système U mise sur l'emploi d'AGV, pour automatiser la mise à quai des palettes. « L'idée est de diminuer les temps de déplacements et de mise à quai. Ces véhicules autoguidés pour-



« Nous avons un double objectif : absorber la croissance annuelle des volumes à traiter en gagnant en productivité et anticiper une législation de plus en plus contraignante, »

Ronan Le Corre,
directeur général délégué de
Système U Ouest.

ront traiter automatiquement une mise à quai sur deux sur un volume de 5 millions de palettes gérées par an », expose-t-il. Déjà installés dans sa vaste plate-forme des Herbiers, les AGV seront également déployés sur 10 autres entrepôts de Système U Ouest. « Au total, 11 entrepôts de l'entité Ouest seront équipés d'AGV

à la mi-2015. Il s'agira ensuite de dupliquer ce déploiement sur les entrepôts de nos trois autres coopératives régionales », précise Ronan Le Corre.

Enfin, cette politique d'automatisation des process consiste à robotiser le traitement des produits d'épicerie et de droguerie, de parfumerie et d'hygiène (DPH).

« Ici, l'automatisation sera plus poussée à l'aide de transstockeurs et de robots en raison de volumes de produits d'épicerie qui nécessitent un plus grand stockage et davantage de dépalettisation. Elle permettra des prises multiformat, multipoint et multivolume et concernera la préparation de 30 % à 40 % du volume

total de chacun de nos sites dédiés. Le but est d'éviter toute manipulation sur les colis », explique-t-il. Le premier entrepôt pilote de Système U Ouest en sera pourvu en janvier 2015. La poursuite du déploiement de ces installations automatisées se fera sur un site tous les six mois pour atteindre à terme 12 entrepôts équipés.

Faire converger les systèmes d'informations.

Système U Ouest fait ainsi figure de laboratoire et de support pour la mise en œuvre ultérieure de l'automatisation des process d'entrepôts des trois autres coopératives régionales de l'enseigne. Ces dernières sont en effet suspendues au plan d'harmonisation entamé depuis 2011-2012 des systèmes d'informations de l'enseigne fondé sur la mise en place d'un WMS unique et développé en propre sur les entrepôts des coopératives Nord-Ouest et Sud. « La convergence de nos systèmes d'information est réalisée entre nos entités Ouest et Est. Le déploiement du WMS est en cours dans notre entité Nord-Ouest et se terminera chez Système U Sud en 2015-2016. Ce n'est qu'à partir de cette période que les trois autres coopératives régionales passeront à l'automatisation partielle de leurs entrepôts », affirme Ronan Le Corre.



L'enseigne étudie la rentabilité du drive ⁽¹⁾

Système U a lancé un entrepôt drive pilote accolé à sa plate-forme des Herbiers qui traite la totalité des 18 000 références produit de l'enseigne. Mais l'industrialisation des process de préparation de commandes par l'automatisation dans ce type de service ne semble pertinente qu'à partir d'un certain seuil du nombre de commandes, selon une étude interne de l'enseigne. « La rentabilité opérationnelle de la robotisation se justifie à partir de 2 000 à 2 500 commandes par semaine », estime Ronan Le Corre. L'enseigne a entamé une réflexion sur la mise en place d'un outil automatisé multimagasin. « Il y a un intérêt économique à traiter les flux de plusieurs

formats de magasins », glisse-t-il. Problème : avec des coûts de préparation relativement importants pour un service à emporter gratuit où le client doit bénéficier du même service en magasin et y trouver tous les produits, « personne n'a encore trouvé l'équilibre financier du drive qui est surtout un outil de conquête commerciale pour les enseignes », remarque le dirigeant de Système U Ouest. Mais pour l'enseigne, si la pertinence de l'automatisation de l'entrepôt Drive est validée à l'issue de son étude interne, sa mise en œuvre serait alors prévue en février 2014. À suivre...

(1) Voir plus loin l'article sur les drives

Cette stratégie d'automatisation partielle des process logistiques, « sans remettre en cause l'emploi existant » insiste-t-il, et d'uniformisation des systèmes d'informa-

tif : absorber la croissance annuelle de 4 % à 5 % de ses volumes à traiter en gagnant en productivité et anticiper une législation de plus en plus contraignante sur les conditions et la pénibilité du travail manuel. « La finalité de notre programme d'optimisation logistique est de nous faire économiser 40 millions d'euros par an sur un budget logistique annuel de 450 millions et de baisser le coût logistique moyen de chaque produit en dessous de 4 % de son prix d'achat », révèle Ronan Le Corre. En matière de transport, le gain de cette optimisation devrait également être au rendez-vous. Elle

permettra de massifier davantage les transports de marchandises de l'enseigne. « Nous aurons ainsi une organisation qui nous permettra d'augmenter nos chargements de camions en produits frais à hauteur de 3 000 colis par véhicule contre 2 000 chez nos concurrents. Cette initiative nous conduira à compenser le surcoût de la future écotaxe sur les poids lourds », note le dirigeant. Il faut savoir que les coûts logistiques de Système U représentent 2 % à 3,5 % du chiffre d'affaires de ses magasins et que le transport constitue un tiers des coûts logistiques.

permettra de massifier davantage les transports de marchandises de l'enseigne. « Nous aurons ainsi une organisation qui nous permettra d'augmenter nos chargements de camions en produits frais à hauteur de 3 000 colis par véhicule contre 2 000 chez nos concurrents. Cette initiative nous conduira à compenser le surcoût de la future écotaxe sur les poids lourds », note le dirigeant. Il faut savoir que les coûts logistiques de Système U représentent 2 % à 3,5 % du chiffre d'affaires de ses magasins et que le transport constitue un tiers des coûts logistiques.

Bruno Mouly

Le quatrième groupe de distribution alimentaire en France

Regroupement de distributeurs indépendants, Système U est une structure coopérative réunissant les enseignes Hyper U (70 magasins), Super U (771), et de proximité Marché U (26), U Express (268) et Utile (369). Elle est organisée en quatre coopératives régionales, Ouest (44,5 % des volumes) la locomotive du groupe qui réalise 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires, Sud (19 %), Est (20 %), Nord-Ouest (13,5 %). L'enseigne dispose de plus de 1 500 magasins en France, une centrale nationale et quatre centrales régionales. Employant 65 000 collaborateurs, Système U détient 10 % de parts de marché de la grande distribution. Son organisation logistique tourne autour de 35 entrepôts au total qui constituent 1,1 million de m² de superficie. Elle traite quelque 588 millions de colis par an.

NAUTISME // Malgré la crise, le numéro deux mondial de la plaisance a fait le pari d'exporter ses bateaux à moteur aux Etats-Unis et de renforcer sa présence dans les pays émergents.

Beneteau à voile et à moteur

LE
DÉCRYPTAGE
de
Sabine
Delanglade



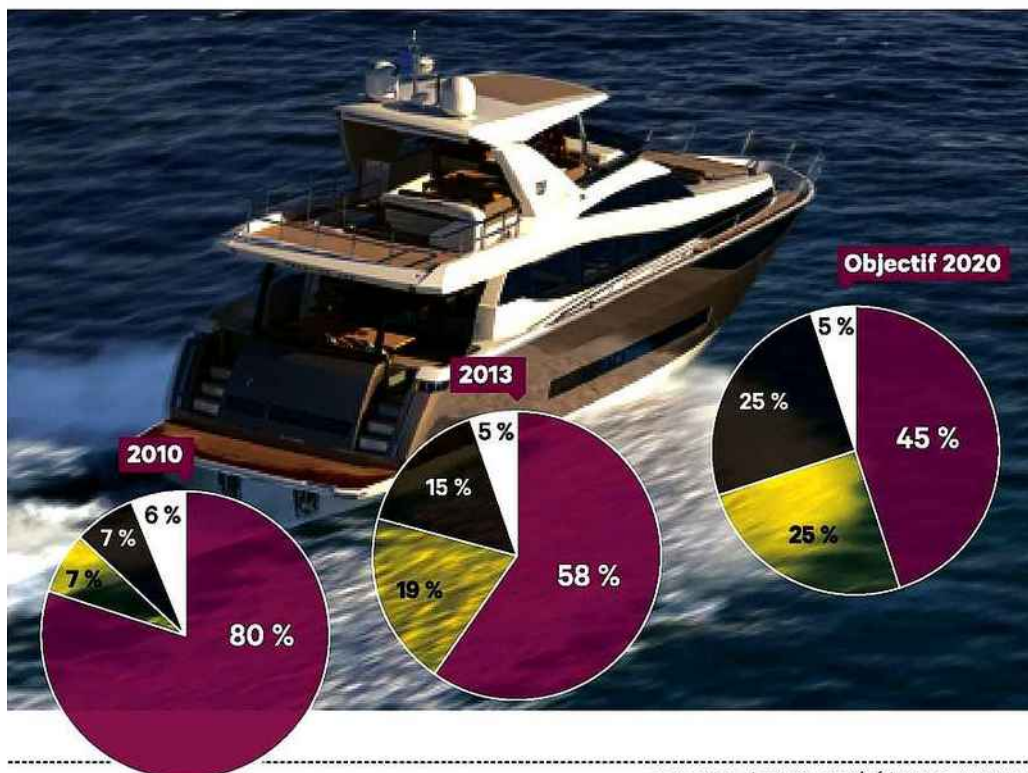
Un groupe de plus en plus international

Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques, en % du total

■ Europe ■ Amérique du Nord ■ Pays émergents □ Reste du monde

En octobre 2008, le ciel vient de tomber sur l'économie mondiale en général et de l'industrie de loisirs en particulier. Beneteau, le numéro un mondial de la voile, subit la tempête comme les autres. Les premiers Salons nautiques de la saison se sont mal passés malgré les nouveautés, l'action s'effondre, les salariés s'angoissent. Pourtant, Bruno Cathelin est optimiste. Le président du directoire depuis qu'Annette Roux, héritière du fondateur lui a passé les commandes en 2005, ne cache pas la vérité aux salariés lorsqu'il les réunit : « Oui, la crise est sérieuse », « les prises de commandes sont préoccupantes » mais « nous allons profiter de la crise pour creuser l'écart avec nos concurrents ».

Il l'a dit, il l'a fait. Aujourd'hui, Beneteau grâce à son développement dans le moteur est passé du cinquième au deuxième rang mondial de la plaisance (voile et moteur réunis), sort en effet renforcé de la crise, et profite de la nouvelle vague de commandes qui arrivent des Etats-Unis et des pays émergents. Si Cathelin a pu montrer sa confiance au démarrage de la crise, c'est parce que Beneteau était plus prospère et solide que les autres. Le père du First 30 était un



« LES ECHOS » / SOURCE : SOCIÉTÉ / PHOTO : JEANNEAU

des rares, avec ses 200 millions d'euros, à disposer d'une trésorerie positive. Alors que beaucoup d'analystes l'exhortaient à l'utiliser, en digne groupe familial encore contrôlé à plus de 54 % par la famille fondatrice, il s'était montré prudent, n'avait pas succombé à l'emballement qui saisit un secteur où le monde des fonds d'investissement, donc de l'endettement, s'était mis à tirer des bords.

Beneteau avait les moyens de « faire de la crise une opportunité », comme l'explique aujourd'hui son patron. De la même façon, le coup de torchon du début des années 1990 lui avait permis de penser l'impensable, acheter Jeanneau, l'ennemi juré, le concurrent acharné. Il profita en 1995 des difficultés financières du créateur du hors-bord Cap Camarat, propriétaire des catamarans Lagoon et des voitures Microcar pour s'en rapprocher. Donc, même si Cathelinais reconnaît a posteriori trouver « ce pari un peu fou » d'avoir décidé de doubler le rythme de ses investissements au lieu de se mettre à l'abri, il n'a fait que s'inscrire dans les gènes de l'histoire du groupe.

1912, le premier bateau à moteur

Lorsqu'un jour de calme plat en 1912, Benjamin Beneteau met un moteur à son bateau de pêche, les pêcheurs (à voile) bloqués au port lui jettent des pierres, mais lui revient chargé de poissons et baptise son bateau « Le vainqueur des jaloux ». Le chantier est lancé, ses bateaux iront de plus en plus vite : « Il fallait que ces bateaux soient le plus rapide possible, puisque c'était le premier rentré au port qui vendait son poisson le plus cher », raconte sa petite-fille Annette Roux. C'est elle qui avec son frère pour sauver l'entreprise, 17 salariés, menacée de la noyade par la crise de la pêche, l'orientera vers la plaisance. En présentant au Salon nautique de Paris en 1964, la première coque en polyester, elle ouvrira la voie qui l'a conduite jusqu'à détenir 30 % du marché mondial de la voile, et la première place européenne du moteur.

La nouvelle stratégie, mise au point en 2009 et appliquée depuis 2010 est, sur le papier, assez simple. Lorsque le marché rétrécit, il faut l'agrandir. Beneteau commence par viser les Etats-Unis, le plus grand marché du monde, dont il était absent sur les bateaux à moteur – or il s'en vend huit fois plus que de voiliers. La crise venant de

Journal de bord

● Chiffre d'affaires

815 millions d'euros en 2012-2013 (1 milliard en 2007-2008), dont 624 millions pour les bateaux (+ 2,3 %) et 191 millions pour l'habitat de loisir (- 13,7%).

● Résultat net

3,3 millions en 2011-2012 (112 en 2007-2008).

● 6.000 salariés dont 5.000 en France, 14 sites de production dont 4 à l'étranger (Italie, Pologne, Etats-Unis, Brésil).

● Production

de 7.000 à 8.000 bateaux par an (20 à 25 nouveaux modèles chaque année).

● 6 marques de bateaux

Beneteau, Jeanneau, Lagoon, Monte Carlo, Prestige, CNB.

● 2 marques de mobil-homes

O'Hara, IRM.

● 1 marque de maisons ossature bois BH.

● Objectifs

Passer de 80 % du chiffre d'affaires en Europe en 2010 à 45 % en 2020, et de 60 % dans la voile à 40 % au profit du moteur.

● Le marché mondial de la plaisance a

chuté de 12,2 milliards d'euros en 2008 à moins de 6 milliards (5 milliards pour le moteur, 1 milliard pour la voile) en 2013. On prévoit un montant de 9,2 milliards seulement en 2020.

faire sombrer nombre d'acteurs américains, l'occasion se présentait enfin, même si elle était coûteuse : il fallait mettre en place des réseaux commerciaux, bâtir une offre séduisante : « Depuis quatre ans, nous dépensons plus d'argent que nous en gagnons. » Mais en 2014, il recommencera à s'autofinancer. Si, depuis 1986, le groupe possède aux Etats-Unis une usine pour la voile, il n'en a pas encore pour le moteur. Il choisit donc le créneau des grands bateaux, dont les prix de vente justifient l'exportation à partir d'Europe (25.000 dollars pour expédier un 15 mètres). Parti de zéro en 2008, il en vend pour 100 millions d'euros. Le pays, qui représentait 7 % de ses ventes en 2010, en est à près de 20 %, et il table sur 25 % d'ici à 2020.

Les chiffres sont à peu près les mêmes pour le second cap qu'il a décidé de prendre, celui des pays émergents. Une usine ouverte au Brésil en 2012 lui ouvre les portes de l'Amérique du Sud et lui permet d'économiser les taxes, qui doublent les prix.

La Chine, futur eldorado

Les Américains et les Européens n'ont pas les mêmes goûts. Les premiers veulent plus de confort : espaces intérieurs, air conditionné, vidéo : « Si l'écran de télévision est trop petit, ils ne regardent même pas le bateau », explique-t-on chez Prestige, la griffe du luxe à moteur de Jeanneau. Les Européens sont plus attentifs aux espaces extérieurs, où ils aiment profiter de la mer et du soleil. Mais au moins ont-ils en commun de vouloir avoir un bateau pour... faire du bateau. Pour les Chinois, il s'agit plus d'un signe extérieur de richesse qui reste au port, où l'on reçoit. C'est pour les satisfaire que la cabine avant du Prestige 720 peut être transformée en bureau ou en salle de karaoke. D'ailleurs, les Salons nautiques qui se développent en Chine sont souvent des Salons de luxe où les bateaux voisinent avec des bijoux ou des hélicoptères. « Si la plaisance s'étend aux petits et moyens bateaux ce sera le plus grand marché du monde », rêve Cathelinais. Aujourd'hui, il n'existe pas de vraie concurrence locale mais coup sur coup, des Chinois viennent de racheter l'italien Ferretti (Riva) et le britannique Sunseeker.

Si Beneteau étend son rayon d'action géographique, il élargit aussi sa gamme en investissant le créneau des grands bateaux à moteur de 18 à 20 mètres où il n'était pas encore alors qu'il est bien installé sur celui des plus petites unités, telles celles qu'il cons-

truit en Pologne avec des coûts quatre fois inférieurs aux français comme le hors-bord Cap Camarat, un best-seller – 20.000 exemplaires depuis sa naissance en 1982 (premier prix 15.000 euros pour le 4,70 m et son 40 CV). Au total, la stratégie a fonctionné, Beneteau en quatre ans n'aura laissé dans la crise que 27 % de ses ventes dans un marché mondial divisé par deux. Celui-ci devrait renouer avec la croissance l'an prochain, mais n'est pas près de retrouver son niveau d'avant la crise (voir ci-contre). Déjà, cette année, quand l'Europe a touché le fond, l'Amérique du Nord a fortement repris (+ 47 %).

Si Beneteau a tenu la mer, c'est parce qu'il a eu les moyens d'investir, mais aussi parce que sa productivité est une des meilleures du secteur. Il est un des premiers à avoir utilisé la conception assistée par ordinateur, garante d'optimisation de l'espace, la clef sur un bateau. Révolutionnaires aussi, ses chaînes récentes qui peuvent accueillir plusieurs types de bateaux et ne sont plus monoproduits. A l'image de l'automobile, l'utilisation de pièces communes se déve-

Si Beneteau a tenu la mer, c'est parce qu'il a eu les moyens d'investir, mais aussi parce que sa productivité est une des meilleures du secteur.

loppe. Dans l'usine des Herbières en Vendée, on n'est quand même pas chez Volkswagen, on y rencontre plus de menuisiers et autres corps de métiers occupés à signoler le teck que de robots, le rythme de production ne le justifierait pas. On a beau être dans la plus grande usine du monde, il en sort environ 70 bateaux par mois. Reste que son efficacité lui permet d'être compétitif : le dernier symbole de la montée en gamme des yachts maison, le Prestige 720 vaut, avec ses deux moteurs de 1.200 CV, 2,4 millions d'euros (HT) quand son équivalent chez Ferretti coûte 3,2 millions.

Reste à Beneteau à consolider son second flotteur, celui des mobil-homes auquel il ajoute une branche encore très mince d'habitat en bois. Les mobil-homes ont gagné beaucoup d'argent pendant la crise mais ont chuté l'an dernier quand la plaisance se redressait. Il y a toujours quelque chose à faire sur un bateau. ■



Ouvrard. Un nouveau site de 2.000 m² aux Herbiers en 2014

● **ELECTRICITE-PLOMBERIE** À la rentrée 2014, Ouvrard quittera ses locaux partagés avec le fabricant de vérandas Concept Alu, pour un site attenant. Elle investit 1,5 million d'euros.

Dans les mêmes locaux depuis 25 ans, les entreprises Ouvrard et Concept Alu vont se séparer. Spécialiste en électricité, plomberie et chauffage, la première déménagera en septembre 2014 dans un bâtiment de 2 000 m² sur un site de 22 hectares de terrain, mais en restant toujours dans la même rue. Les travaux viennent de débuter. L'ensemble répondra aux nouvelles normes thermiques et sera doté d'une salle d'exposition. Pour cela Camille et Marie-Pierre Ouvrard, les actionnaires majoritaires des deux sociétés, ont décidé d'investir 1,5 million d'euros. L'électricien et le fabricant de vérandas étaient à l'étroit, dans les 9 500 m² de bâtiments disponibles aujourd'hui. Et pour cause, toutes deux ont bien grandi depuis leur arrivée sur le parc Ekho 3 des Herbiers en 2006. « La société Ouvrard a doublé ses effectifs et son chiffre d'affaires en sept ans. Avec 8% de croissance en 2013 et un résultat en hausse », explique Etienne Pascreau, directeur adjoint et associé de Camille Ouvrard.

L'effet autoroute
Son emplacement n'est pas étran-



Camille Ouvrard et Etienne Pascreau, dirigeants de l'entreprise Ouvrard. Depuis 2006, la PME a doublé de taille. Elle emploie aujourd'hui 60 salariés.

ger à ce succès. « En nous rapprochant de l'autoroute, on a augmenté de 50 kilomètres notre zone de chalandise. Notamment vers Angers ou Niort, où on n'allait pas avant », explique Etienne Pascreau. Parallèlement, l'entreprise développe une clientèle professionnelle (industrie, collectivités, tertiaire, logement collectif). Auparavant minoritaire, celle-ci représente maintenant la moitié

de son chiffre d'affaires. Cette adaptation à différents marchés a renforcé l'entreprise. « Quand l'industrie a souffert en 2009, on a ainsi rebondi sur le tertiaire et le logement collectif. Avec des chantiers tels que l'Intermarché de La Châtaigneraie, ou un Decathlon à Niort », raconte Etienne Pascreau, dont l'entreprise a aussi été retenue pour le quatrième hôtel du Puy du Fou.

L'entreprise cible aussi les marchés émergents. Dans une conjoncture délicate, la domotique lui a ainsi amené de nouveaux chantiers, notamment le créneau du pavillon haut de gamme. Dernière diversification, la réalisation et l'entretien de bornes de recharges pour voitures électriques.

De l'air pour Concept Alu
Par un jeu de vases communicants, Concept Alu occupera l'espace libéré sur l'actuel site. Fabricant plus de 1 000 vérandas par an, la société a besoin de produire et de stocker davantage. Présent de Brest à Royan, le Vendéen veut étendre son réseau de revendeurs dans l'Hexagone (quatre partenaires aujourd'hui), pour en compter une dizaine d'ici à août 2014, puis une vingtaine à terme.

F.G

OUVRARD
(Les Herbiers)
Dirigeants : Camille et Marie-Pierre Ouvrard
60 salariés
7,3 M€ de CA
02 51 92 06 34



Espace Loggia mise sur le gain de place

LA PME A SUIVRE PAYS DE LA LOIRE

Effectif : 47 salariés
Chiffre d'affaires : 6,5 millions d'euros
Activité : meubles

Emmanuel Guimard
— Correspondant à Nantes

Dès sa création, dans les années 1970, Espace Loggia a pris pour devise « penser volumes et non pas seulement mètres carrés ». Ce postulat anime toujours ce fabricant de meubles des Herbiers (Vendée) et correspond plus que jamais à l'air

du temps. « Nous nous positionnons sur les nouvelles formes d'habitat. Celles qui s'adaptent au renchérissement de l'immobilier, aux familles, monoparentales ou recomposées », souligne Paul Malignac, trente-sept ans. Ce financier, spécialiste de la titrisation, a repris la direction de l'entreprise familiale en 2006 après une carrière dans la finance.

Espace Loggia est donc spécialiste des lits mezzanines, lits escamotables, blocs de rangement et autres meubles « gain de place ». L'espace habitable, devenu rare, doit s'adapter à l'accueil des enfants à temps partagé. A l'occasion, il peut aussi se transformer en lieu de travail. « Près de 25 % des Français travaillent à domicile et la moitié d'entre

eux aimeraient ajouter une pièce à leur logement », confirme une étude Ipsos récemment commandée par la PME vendéenne pour valider sa stratégie. « Pour une petite entreprise comme Espace Loggia, l'objectif est de garder une longueur d'avance sur les poids lourds du meuble et sur l'industrie chinoise », explique le dirigeant.

La carte made in France

Pour se distinguer de l'offre standard des grandes enseignes du meuble, Espace Loggia va rapidement miser sur « le 100 % made in France, avec du bois issu de forêts françaises », poursuit Paul Malignac. Cette production locale bien maîtrisée vaut à l'usine des **Herbiers**.

biers, rachetée en 2002 à Pinault Bois, de travailler à l'occasion en sous-traitance pour l'usine de bateaux Jeanneau voisine. Son autre atout est le haut degré de personnalisation de ses meubles, de la taille à la couleur. Espace Loggia recueille les projets de ses clients via une dizaine de points de vente en propre et quatre corners chez Ligne Roset. Dans le même temps, la firme gagne du terrain sur le marché des collectivités : cités universitaires, hôtels, résidences... Les deux segments sont bien orientés et l'entreprise de 47 salariés devrait terminer 2013 sur un chiffre d'affaires de 7 millions, et commence à s'exporter. Un premier magasin est prévu à Londres l'an prochain. ■

Ces communes de l'Ouest qui résistent à la crise

Les Herbiers (Vendée), Pontivy (Morbihan), Avranches (Manche) sont dynamiques, portées par le luxe, l'industrie, l'agroalimentaire. Leur taux de chômage reste bien plus bas que la moyenne nationale (10,9 %).

C'était en 2007. La région des Herbiers avait un taux de chômage à 3,6 %, le plus bas de France. Depuis, la crise est passée par là. « **Le nombre de chômeurs a presque doublé, mais il reste faible** », souligne Marcel Albert, maire de cette commune de 15 000 habitants. Même avec un taux à 5,9 %, la capitale du bocage vendéen reste une forteresse d'emplois pérennes.

Sur son canton (27 000 habitants), on recense 173 entreprises de plus de huit salariés. 85 % des sociétés y ont leur siège social. Et des racines communes. Celles d'un bocage vendéen rural et catholique, qui cultive un goût prononcé pour l'effort et la vie associative. Le Puy du Fou voisin en est un ambassadeur efficace. Comme le furent ces artisans visionnaires qui, au fil des décennies, ont fait naître des groupes industriels aux spécialités très diversifiées : Jeanneau (aujourd'hui rattaché à Bénéteau), Briand, spécialisé dans la charpente métallique, mais aussi La Boulangerie, Concept Alu, France réducteurs.

« La force de l'esprit associatif »

« **Je récuse le terme de miracle vendéen, parce qu'un miracle ne s'explique pas** », assène André Liébot, 67 ans, patron du groupe qui porte son nom (spécialiste de la fenêtre, 2 600 salariés). « **Ce modèle économique est fondé sur la force de l'esprit associatif : vouloir faire quelque chose ensemble. Il y a aussi la**



Le Groupe Liébot, spécialisé dans la fenêtre (n° 1 français avec K-Line) et la façade (la branche Ouest Alu), a créé une centaine d'emplois en 2013 et devrait en créer une vingtaine dès le début d'année.

dimension familiale des entreprises, avec une identité, des valeurs, et une volonté de consensus social. La recherche du profit maximum et immédiat n'est pas dans notre ADN. »

Cette image qui combine humilité et efficacité continue de séduire. Le transporteur rennais Le Roy Logistique, qui a créé une plateforme en 2006 aux Herbiers, vient de l'agrandir de 18 000 m² cette année. « Ici, les entrepreneurs trouvent du

personnel qui adhère à leurs projets et une écoute attentive des élus », reprend Marcel Albert.

Revers de la médaille, cette économie fonctionne avec des salaires assez bas. « **Cette réputation est infondée**, s'insurge André Liébot. **On est la première région de France en termes d'intéressement du personnel aux bénéfices des sociétés.** »

Depuis 2008, les plus précaires, CDD et intérimaires, ont fait les frais

des ajustements liés à la crise. Sans compter ceux qui, attirés par la réputation de la commune, ont fini par grossir les rangs des chômeurs. « **Avant, l'afflux incessant de candidats ne posait pas de problème parce qu'il fallait de la main-d'œuvre à tout prix**, explique Annie Chiron, directrice de Pôle emploi aux Herbiers. **Ce n'est plus vrai aujourd'hui.** »

Benoît GUÉRIN.

Pontivy s'en sort grâce aux PME

La crise ? À Pontivy, les habitants n'en retiennent que les commerces qui ne trouvent pas repaire en centre-ville et la fermeture de l'abattoir Gallais viandes (74 salariés) programmée pour le printemps. Ce qu'on sait moins, c'est que le bassin d'emploi figure dans le top 5 de ceux qui s'en sortent en Bretagne. Avec un taux de chômage de 8,4 % (6 232 chômeurs pour 93 000 habitants dans 56 communes), il arrive derrière ceux de Vitré, Loudéac, Fougères et devant Rennes. Un maillage de petites entreprises et l'agroalimentaire, où travaille un salarié sur quatre, expliquent cette résistance à la crise.

Le fabricant de plats cuisinés industriels Houdebine SAS, filiale de Nestlé, 360 salariés, est en train d'investir plus de 40 millions d'euros à Noyal-Pontivy pour augmenter sa production de 35 % : « **Il y a 90 emplois à la clef** », se félicite le président de la communauté de communes, Jean-Luc Oliviéro. Autre grosse locomotive, Glon. Le leader de l'alimentation animale en France a investi



Pontivy attire de nouveaux habitants.

15 millions dans son usine Sanders de Saint-Gérard, à deux pas de Pontivy où travaillent plusieurs centaines de personnes.

Résultat, Pontivy attire. « **C'est la 4^e région en flux migratoires de France avec un taux de + 9,4 % sur dix ans** », indique Nicolas Maxime, de Pôle emploi Bretagne. Mais ce n'est toutefois pas un nouvel eldorado. Si emploi il y a, il s'agit souvent de postes non qualifiés. 57 % des demandeurs d'emploi y ont un diplôme inférieur au bac. Et l'intérêt est un des principaux débouchés.

Yann-Armel HUET.

Avranches : le luxe et des formations ad hoc

7 %. Tout rond. C'est le taux de chômage de « rigueur » à Avranches et son bassin d'emploi. Le taux le plus faible de Basse-Normandie. Moins, beaucoup moins que la voisine Granville (9,7 %), la « lointaine » L'Aigle (11,2 %), ou les pôles comme Caen, Lisieux, Argentan qui atteignent ou dépassent les 10 %.

La première force d'Avranches, c'est la proximité du Mont-Saint-Michel. Un renom qui dote la ville et ses voisins d'un véritable poumon économique. Il insuffle tout au long de l'année son flux de touristes qui font tourner les commerces en tous genres, et pas uniquement hôtellerie et restauration.

La deuxième force ? L'industrie haut de gamme ou très spécifique. Le luxe ne connaît pas la crise. Pour preuve ? Vuitton, qui s'arrache notamment sur le marché asiatique ; la laine des Saint-James ; Alliora, l'emballage carton de champagnes, cognacs comme de produits pharmaceutiques ; Chéreau, la Rolls du transport sous température contrôlée (même si l'entreprise est en chômage



Les tricots Saint-James, marque du Sud-Manche.

partiel) ; l'ébénisterie James qui meuble, sur mesure, les carrés des yachts de luxe ; Acome, leader mondial du câblage cuivre et fibre optique.

La troisième force, c'est Dave Nivet, directeur de Pôle emploi, qui l'explique : « **Depuis 2010, nous cultivons la polyvalence pour créer la meilleure adéquation possible entre offres et demandes. Si Chéreau veut des chaudronniers, des soudeurs, si Acome veut des techniciens haut débit, inutile de former des chauffeurs routiers. La formation doit coller aux requêtes spécifiques.** »

Éric BLÉAS.

Mystère autour de l'élu vendéen tué

Les enquêteurs fouillent la vie de cet homme au profil « sage », qui est mort dans des circonstances cruelles.

À Aizenay (8 100 habitants), c'est un choc. Au-delà de l'émotion, une seule question hante les discussions : qu'a-t-il pu arriver au conseiller municipal d'opposition, Roland Touzeau, 57 ans ? Son corps a été découvert nu, poignardé et en partie calciné, dans le coffre de sa voiture à Nantes, samedi soir.

On était sans nouvelles de lui depuis vendredi soir. Son fils, inquiet, lui a envoyé des textos. En réponse, il a reçu des messages étrangement truffés de fautes d'orthographe.

Une information judiciaire a été ouverte pour homicide volontaire et destruction de biens par incendie. « **Toutes les hypothèses restent ouvertes** », indiquait mardi Véronique Surel, substitut du procureur, à Nantes.

Passionné d'animaux et magnétiseur

Conseiller pédagogique auprès de l'inspecteur adjoint d'éducation nationale en Vendée, Roland Touzeau était unanimement apprécié. Discret, pondéré, « **brillant sur le plan intellectuel** », renchérissait un ancien collaborateur. « **Il n'était pas du genre**

à s'épancher sur sa vie privée », confie un proche.

Roland Touzeau était un passionné d'animaux. Secrétaire général au sein du Shetland club de France, « **il avait rejoint le comité depuis 2009, mais adhérait depuis longtemps. L'une de ses chiennes a été championne de France, il y a quelques années** », livre Mireille Duchesne, du Shetland club. Le Vendéen faisait le lien entre la société centrale canine et les membres de l'association nationale. « **Il ne présentait plus de chiens aux concours depuis deux ans. Nous nous sommes vus la dernière fois fin mai, pour le national d'élevage à Le Blanc, dans l'Indre.** » Il aimait aussi les chevaux de courses. Il en possédait un et avait été vu, il y a quelques mois, à l'hippodrome des Sables-d'Olonne.

Une ex-collègue se souvient qu'il possédait un don de magnétiseur, « **comme l'avait sa maman** ». Il soignait brûlures, verrues, par application des mains et en appliquant « **des crèmes qu'il fabriquait lui-même** ».

Loïc TISSOT.

L'instituteur réintégré 70 ans après

Jean Souque avait été révoqué de l'Éducation nationale en 1943 par le régime de Vichy pour s'être soustrait au STO.

Jean Souque, 94 ans, instituteur retraité, vient d'obtenir un courrier officiel du ministre de l'Éducation nationale. En 1943, le régime de Vichy avait révoqué le jeune homme en charge d'une classe de sixième à Seix (Ariège). Il venait de se soustraire au Service du travail obligatoire, qu'il devait accomplir en Pologne.

« Ça s'arrangera »

« **Il n'était pas question que j'aie au service des Allemands** », explique Jean Souque, qui parvint alors à gagner l'Espagne, en juillet 1943, dans l'idée de rejoindre les forces combattantes françaises en Afrique du Nord. Finalement arrêté en Espagne, il est libéré en novembre 1943 et rejoint le Maroc où il intègre les commandos parachutistes. Il participe au débarquement en Provence en août 1944.

Blessé d'une balle dans la jambe, peu après avoir franchi le Rhin, il revient en Ariège en novembre 1945. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'il apprend, par sa mère, sa révocation. « **J'ai été voir mon directeur du cours complémentaire, un M. Palmade. Il m'a accompagné pour rencontrer l'inspecteur d'académie. Celui-ci a dit : « Ne vous inquiétez pas, on va lui donner un poste et pour le reste, ça s'arrangera.** »

Jean Souque reprend donc une



Jean Souque a tout de même fait carrière dans l'Éducation !

carrière qu'il achèvera comme directeur d'école à Saint-Girons, à vingt kilomètres de Seix. Il demande plusieurs fois, sans succès, à régulariser sa situation. « **Après tout ce que j'avais fait, j'estimais qu'on ne pouvait rien me reprocher**, explique-t-il. **Par conséquent, moi, j'avais la conscience tranquille.** » Vincent Peillon, le ministre de l'Éducation nationale, a tout de même signé le courrier attendu le 19 décembre 2013. Jean Souque est « **réintégré en qualité d'instituteur, à compter du 28 juillet 1943** ».

La France en bref

Tapie demande l'annulation de sa mise en examen

L'homme d'affaires a déposé une requête pour faire annuler sa mise en examen pour « escroquerie en bande organisée » dans l'affaire de l'arbitrage controversé sur la vente d'Adidas. C'est la chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris qui examinera cette requête. Les trois juges d'instruction chargés du dossier soupçonnent cet arbitrage, qui a accordé 403 millions d'euros à l'ancien ministre, d'avoir été un « simulacre », organisé notamment par l'homme



d'affaires, son avocat, Maurice Lanterne et l'un des trois juges arbitres, Pierre Estoup, ces deux derniers étant également mis en examen.

Travail de nuit : deux syndicats assignent Carrefour

La CFDT et le Seci-Unsa ont assigné, pour la première fois, un Carrefour de Villiers-en-Bière (Seine-et-Marne), le plus grand magasin de France de l'enseigne (600 salariés), pour non-respect de la législation sur le travail de nuit. Selon eux, le magasin « ouvre ses portes au public jusqu'à

21 h 30 ». Or, la loi stipule que le recours au travail de nuit (après 21 h et jusqu'à 6 h) est en principe exceptionnel et doit être justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique ou des services d'utilité sociale. Une audience est prévue le 17 janvier.

Élections prud'homales : la suppression se précise

Le projet de loi sur la formation professionnelle et la démocratie sociale, qui doit être présenté en janvier, prévoit d'autoriser le gouvernement à supprimer les élections prud'homales par ordonnance. Celui-ci se donne dix-huit mois pour le faire,

sachant que le mandat des 14 500 conseillers prud'homaux doit être renouvelé au plus tard le 31 décembre 2015. Ils seraient désignés à l'avenir en fonction de la représentativité des organisations syndicales et patronales.

Outremer : tensions sur les carburants

Les gérants de stations-service de Guadeloupe, Martinique, Guyane ont décidé lundi, à l'issue d'une assemblée générale, de fermer leurs entreprises « après les fêtes de Noël ». Ils entendent protester contre un projet de décret de régulation des carburants dans les départements d'outre-mer. Le mouvement pourrait débuter aujourd'hui et serait « illimité ». Ce projet de décret, destiné à aller plus loin que celui de 2010 initié par l'ex-ministre UMP de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard, est censé apporter « plus de transparence » dans la détermination des paramètres de fixation du prix mensuel des carburants par les préfets des DOM, avec l'ambition de faire baisser les prix à la consommation.

Égalité hommes-femmes : 500 entreprises visées

Cinq cents entreprises ont été mises en demeure, ces derniers mois, de respecter la loi sur l'égalité professionnelle hommes-femmes, selon Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes. Cinq ont été condamnées à des pénalités financières qui représentent « plusieurs milliers d'euros à payer chaque mois jusqu'à ce qu'elles se mettent en conformité avec la loi ».



Tirage final, partirez-vous au soleil avec Fram ?




Rendez-vous vendredi 27 décembre pour le savoir.




© J. Sierpinski/Fram



TOUS LES
VENDREDIS

Le Parisien

MAGAZINE

leparisien.fr

SÉRIE TÉLÉ
DOWNTON ABBEY,
LE TRIOMPHE
DU CHIC ANGLAIS

CENTRAFRIQUE
LES SURVIVANTS
RACONTENT

Comment François change l'Eglise
et séduit le monde

Le pape.com

RÉVEILLON : LES RECETTES
DU CHEF ALAIN PASSARD

Le souverain pontife se fait
photographier
par des jeunes
le 28 avril à Rome.

HERBIERS
6838668300507/XVR/OTO/2

Eléments de recherche : LES HERBIERS : ville de Vendée (85), passages significatifs



**ACTION
PUBLIQUE**
Depuis 1995,
le maire UMP,
Marcel Albert,
a racheté des
terrains et les a
aménagés pour
les entreprises.



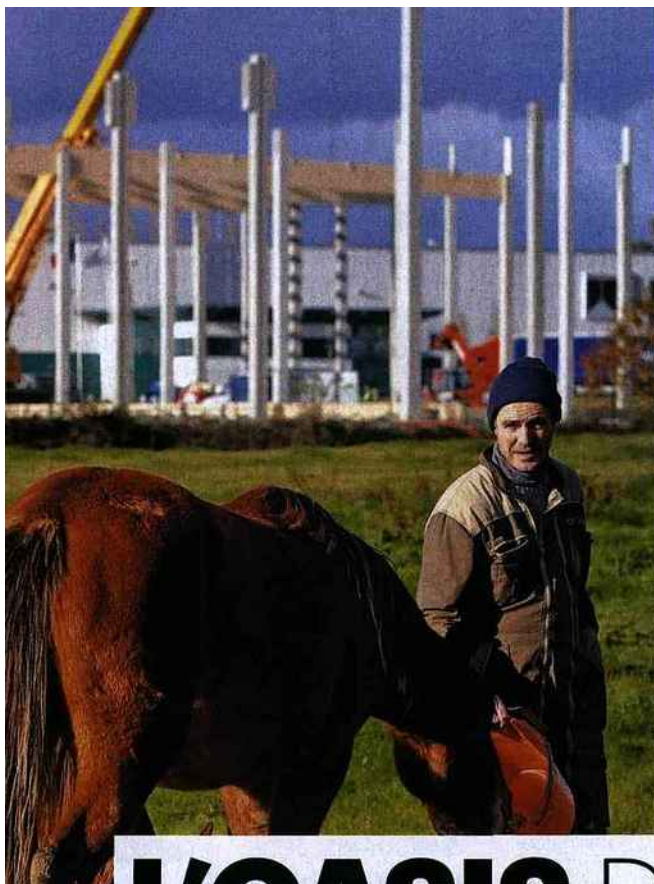
DIVERSITÉ
Dans la zone
des Herbiers,
à la fois rurale
et industrielle,
chaque village
possède sa petite
zone d'activités.



SOLIDARITÉ
PDG de Gaillard
(installations
thermiques
et électriques),
Laurent Gaillard
dirige le club des
patrons locaux,
qui fédère
120 membres.



**ESPRIT
D'ENTREPRISE**
A la tête d'une
société de
mobilier depuis
un an, Marie
Grimpret-Cognet,
34 ans, considère
que « tout est
possible »
aux Herbiers.



grand angle | économie



Alors qu'en France le taux de chômage dépasse les 10%, **Les Herbiers, en Vendée, prospèrent.** Enquête sur les recettes d'un petit miracle.

PAR CHRISTINE MONIN PHOTOS STÉPHANE MAHÉ
ENVOYÉS SPÉCIAUX AUX HERBIERS

L'OASIS DE L'EMPLOI



J'ai le sentiment qu'ici tout est possible », s'enthousiasme Marie Grimpert-Cognet. Cette jeune chef d'entreprise a choisi de créer, il y a un an, sa société de mobilier, Fabulem, aux Herbiers, au nord-est de la Vendée. Une localisation qui ne doit rien au hasard. « Je côtoie chaque jour des entrepreneurs qui ont réussi et continuent à oser, des salariés qui travaillent avec envie. C'est très porteur. » Même élan au Pôle emploi : « Nous avons noué un vrai dialogue avec les entreprises du secteur », apprécie Annie Chiron, directrice de l'agence des Herbiers. Elle prépare avec le club des patrons locaux, la communauté de communes et le conseil général, le deuxième forum Entreprises et métiers pour « permettre aux demandeurs d'emploi de découvrir les métiers qui recrutent et de se faire connaître ».

Seulement 5,9 % de chômeurs

Ce dynamisme tranche avec la morosité ambiante. Fin 2013, la zone d'emploi des Herbiers affiche un taux de chômage de 5,9 % quand la France dépasse les 10 %. Quels sont les secrets de cette réussite ? Dans ce territoire « rural industriel », chevaux et vaches paissent au pied d'usines flamboyantes neuves. Pas de métropole, mais une ville

grand angle | économie

AUX HERBIERS, LES CHIFFRES DE LA RÉUSSITE

5,9%

C'est le taux de chômage de la zone d'emploi
des Herbiers en octobre 2013.

60%

des entreprises de la communauté de
communes emploient moins de 20 salariés.

44%

La part des emplois industriels dans la zone
des Herbiers en 2011, contre 16% en France.

Sources : Insee, Pays des Herbiers,
Urssaf Pays de la Loire.

le 15 000 habitants desservie par l'autoroute, cernée d'une mosaïque de villages qui possèdent chacun leur petite zone d'activités. La force de ce bassin : un tissu industriel diversifié, plus de 200 PME avec quelques fleurons leaders dans leur domaine : Jeanneau (bateaux de plaisance), Liébot (fenêtres et façades), La Boulangerie (agroalimentaire)... « Des champions qui n'écrasent pas les autres et créent une vraie émulation », note Henri de l'Espinay, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie de la Vendée.

« Des salariés motivés »

Rien pourtant ne prédisposait, cinquante ans plus tôt, Les Herbiers à un tel destin. « Il n'y avait ni matières premières ni sources d'énergie. Le département était très enclavé, sans capitaux et sans tradition industrielle, explique Michel Chamard, directeur du centre vendéen de recherches historiques. Mais les Vendéens, délaissés par les pouvoirs publics qui se méfiaient d'eux depuis l'insurrection de 1793, se sont pris en main. » Ils ont inventé un modèle économique gagnant : des sociétés industrielles bâties par des artisans qui prospèrent sans quitter ni leur famille ni leur territoire. Des *success stories* à la mode terroir.

Emblématique de cette réussite, le groupe Ouvrard a doublé, en sept ans, son chiffre d'affaires et le nombre de ses salariés, pour atteindre 30 millions d'euros et 185 employés. Camille et Marie-Pierre Ouvrard ont fait grandir l'entreprise artisanale créée par un grand-père forgeron, transmise à son fils puis à ses petits-enfants. Plombiers-chauffagistes, ils ont étendu leur



INNOVATION
Chez Bremond
Confection,
Jean-François
Giraud a investi
dans des
machines
de pointe.



SAVOIR-FAIRE
Camille et
Marie-Pierre
Ouvrard ont su
faire évoluer
l'entreprise
de plomberie
du grand-père.

Bateaux Jeanneau, fenêtres Liébot... Le bassin d'emploi compte plus de 200 PME

activité jusqu'à la domotique et se sont lancés dans la construction de vérandas. La clé de leur succès ? « La persévérance, la capacité à innover et nos valeurs familiales », avance Camille. « Le goût du travail bien fait et le souci du client », poursuit Marie-Pierre. Comme chez la plupart des PME du canton, le capital du groupe est familial. Un atout qui leur permet de prendre des risques « sans garder les yeux rivés sur le compte de résultat ».

Camille et Marie-Pierre peuvent aussi, comme les autres PDG herbretais, compter sur « des salariés travailleurs et motivés », un turn-over et un taux d'absentéisme très faibles. Aux Herbiers, patrons et salariés se côtoient dans et hors de l'entreprise, sont passés par les mêmes écoles, fréquentent les mêmes bistrots, les mêmes associations. « Ils forment une sorte de communauté, très attachée au développement du territoire », observe Jean-François Dejean, directeur de Vendée Expansion, société d'aménagement et de



DIALOGUE
Directrice du Pôle
emploi des
Herbiers,
Annie Chiron
« a noué un vrai
dialogue avec
les entreprises
du secteur ».

développement économique. La solidarité n'est, ici, pas un vain mot. « Au début de la crise, les Vendéens ont été parmi les plus gros utilisateurs du chômage partiel afin de minimiser les licenciements », observe Henri de l'Espinay.

Bientôt une pépinière de start-up

Entre entrepreneurs aussi, on se serre les coudes. Le club des patrons locaux, Les Herbiers Entreprises, est l'un des plus actifs du département. Ses 120 membres se réunissent pour des conférences et des voyages. « L'idée est simple : amener les entreprises du secteur à se connaître afin qu'elles travaillent ensemble plutôt que de faire appel à des compétences extérieures », explique son président Laurent Gaillard. L'association a toujours pu compter sur l'écoute attentive de la mairie. « Nous devons être des facilitateurs », estime le maire Marcel Albert. Depuis son premier mandat en 1995, cet ancien industriel s'est attelé à racheter des terrains et à les aménager pour les entreprises. Aujourd'hui la ville compte 25 zones industrielles et n'entend pas s'arrêter là.

Les Herbiers n'échappent pourtant pas à la crise. Entre 2008 et 2013, le taux de chômage a grimpé de 3,2 % à 5,9 %. Et les entrepreneurs manquent de visibilité. Malgré tout, le territoire résiste plutôt bien. « Nos entreprises ont à cœur de s'adapter, de chercher de nouveaux marchés, d'innover. Elles font preuve d'une incroyable réactivité », souligne Annie Chiron de Pôle emploi. Quand Jean-François Giraud a racheté Bremand Confection en 2011, malgré la conjoncture, il n'a pas hésité : misant sur le haut de gamme, il a investi dans des machines de pointe très coûteuses, encore peu utilisées par les façonniers. A raison. Il a séduit de nouveaux clients et embauché onze salariés.

Aujourd'hui, Les Herbiers doivent relever un double défi : « Maintenir l'industrie, qui génère beaucoup d'emplois, et y greffer de nouveaux métiers autour, par exemple de l'économie numérique ou des technologies vertes », analyse Jean-François Dejean. Et déjà le maire a lancé la construction d'une pépinière d'entreprises, Green Tech, et entrepris de réaménager le centre-ville, de le doter d'équipements culturels pour « faire revenir les jeunes diplômés partis étudier à Nantes ou à Paris et attirer les cadres ». Avec un objectif : faire des Herbiers « une petite Silicon Valley ». ●

Comment distinguer les vrais champions de l'emploi

Malgré une légère baisse au mois d'octobre (-0,6%), le niveau du chômage en France reste très élevé. Il touche 3,27 millions de personnes, soit 10,5 % de la population active. Mais cette moyenne cache d'énormes différences. Certains territoires s'en tirent bien avec un taux inférieur à 6 %, comme Vitré, en Bretagne, ou Wissembourg, en Alsace, quand les plus atteints flirtent avec les 18 % (Agde dans l'Hérault ou Calais dans le Nord), sans oublier les Dom-Tom qui, eux, dépassent les 20 %. Il faut toutefois distinguer les vrais champions des faux.

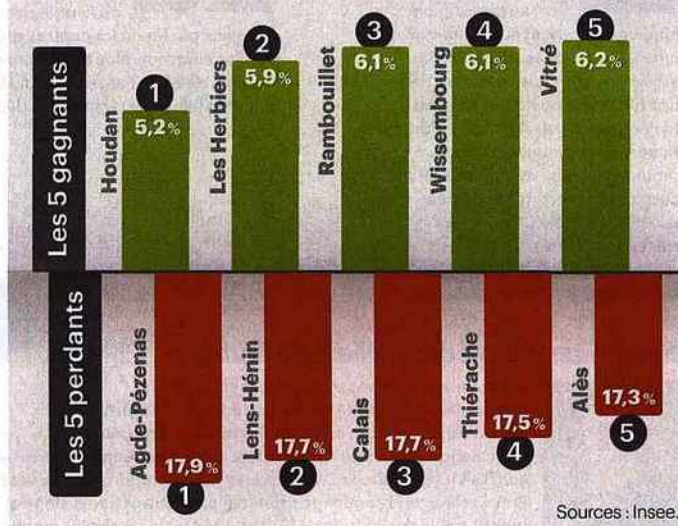
« Le taux de chômage dépend du niveau d'activité, de la compétitivité des entreprises... mais aussi de la composition de la population », pointe Louis Maurin, responsable du Centre d'observation de la société. Les vrais champions, ce sont les territoires où le chômage est

faible parce que les créations d'emploi y sont élevées, comme aux Herbiers (Vendée) ou Vitré (Ille-et-Vilaine). « A l'inverse, les villes du Massif central comme Tulle, Rodez ou Mauriac affichent des taux inférieurs à 7 % parce qu'une partie des demandeurs d'emploi est allée chercher du travail ailleurs. »

De même, si certains perdants sont des territoires en crise, d'autres sont mal classés alors qu'ils créent beaucoup d'emplois. A l'exemple de Montpellier et ses 13,4 % de chômeurs. « Ces zones dynamiques attirent plus de travailleurs qu'elles ne peuvent en absorber. » Conclusion : « Le taux de chômage est un indicateur intéressant mais il faut se garder de toute lecture simpliste des difficultés territoriales. » Et la crise n'épargne aucune zone, même si certaines résistent mieux que d'autres.

FACE À LA CRISE, CERTAINS RÉSISTENT MIEUX QUE D'AUTRES

TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONE D'EMPLOI, AU 2^e TRIMESTRE 2013.



Sources : Insee.



Bonne année 2014!

PÉLERIN

LA SEMAINE A DU SENS WWW.PELERIN.COM

PÉLERIN

Pierre Martin
Santé

Henri Gadant
Nouvelles énergies

Jean-René Lafay
Patron solidaire

Christelle Séchet
Lien social

Pierre Kurtz
Apprentissage

Catherine Moulin
Écologisme

Fabien Guillemot
Recherche

André Leghie
Insertion

EN PARTENARIAT AVEC

CES FRANÇAIS

QUI BOUGENT QUI INNOVENT QUI Y CROIENT...

Bonnes résolutions:

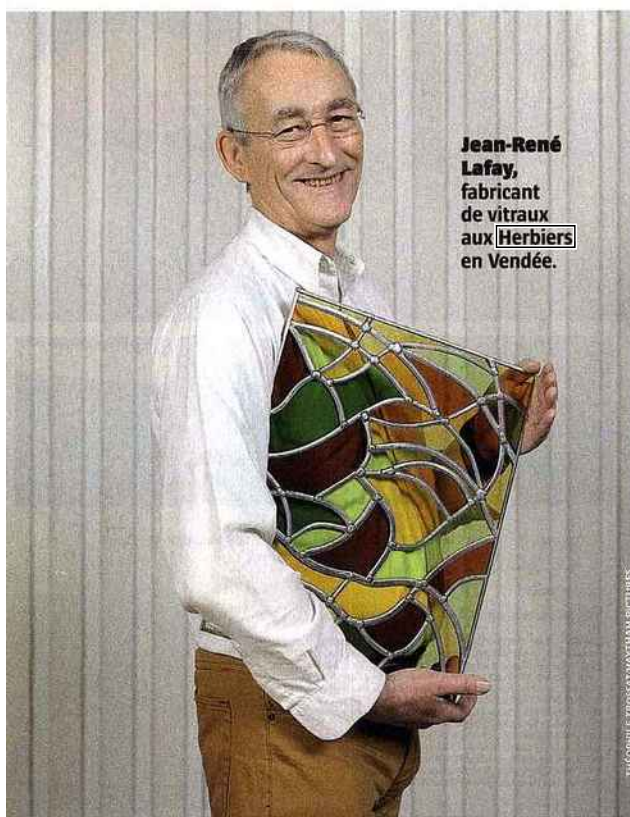
12 mois pour se faire du bien

N°6840 • JEUDI 2 JANVIER 2014

M 02326 - 6840 - F: 3,00 €



LA FRANCE, D'INCR





Christelle Séchet,
employée
dans un café
associatif
solidaire
de Beauvais,
dans l'Oise.



André Leghie,
salarié d'Artibois,
à Chaponost,
dans le Rhône.

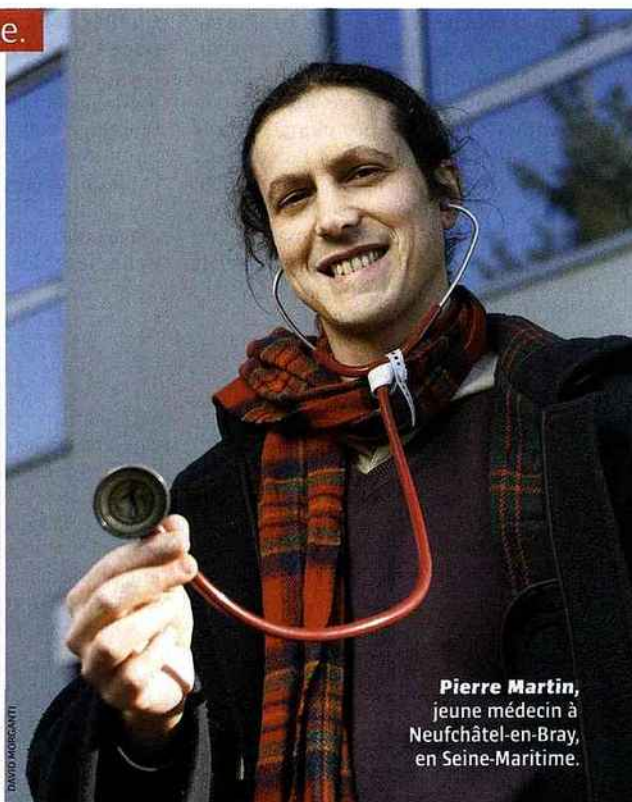
ambiant, *Pèlerin* lance un cri d'espoir
Sur des enjeux aussi essentiels que l'emploi,
l'éducation, la santé, le logement,
l'innovation, des initiatives exemplaires,

OYABLES TALENTS

prouvent que rien n'est perdu face à la crise.
terres de promesses...



Henri Gadaut,
vice-président
de la commu-
nauté urbaine
de Lille, dans
le Nord.



Pierre Martin,
jeune médecin à
Neufchâtel-en-Bray,
en Seine-Maritime.

Cet économiste et chroniqueur à *Pèlerin* publie en ce début d'année un livre sur l'emploi où il démontre qu'un sursaut est possible face à la crise. À condition d'engager de vraies réformes, de libérer l'initiative dans les territoires et de faire confiance aux hommes.



Michel Godet : « Oui, la France peut rebondir ! »

RECUEILLI PAR BENOÎT FIDELIN

Pour faire face à la crise, notre pays regorge selon vous de solutions pertinentes, mises en pratique depuis longtemps par la « France d'en bas ». Comment en êtes-vous arrivé à cette conviction ?

Il y a vingt ans, après avoir couru le monde en tant qu'économiste pour comprendre la mondialisation, je me suis tourné vers l'Hexagone. J'avais tenté de saisir les recettes du développement de nombreux pays étrangers, pourquoi ne pas ausculter le mien ? Au fil de mes plongées dans la « France profonde », j'ai découvert qu'il y avait chez nous un formidable potentiel de croissance. Il y a des territoires où le taux de chômage est de 5 à 6 % ; il y a des chômeurs qui créent

des emplois, des entrepreneurs qui innovent et embauchent. Ces conspirateurs du futur ont su rebondir à partir d'eux-mêmes et de solidarités tissées dans leur environnement. Bref, le levier des projets et la force des liens sont capables de changer le monde et de permettre à chacun de devenir acteur positif de sa vie.

Vous insistez sur l'emploi, thème de votre dernier livre. Quelles sont vos solutions pour vaincre le chômage ?

Il est possible de revenir à 5 % de chômeurs, à des conditions précises : instaurer un contrat unique de travail pour tous ; développer fortement l'apprentissage et le permettre à tout âge ; rendre l'indemnisation du chômage plus incitative à la reprise d'activité ; lever les freins à l'embauche ;

sortir des 35 heures, car il faudra à l'avenir travailler plus pour espérer ne pas gagner moins ; baisser le coût du travail en réduisant les dépenses publiques. Constatons que l'emploi en France n'a cessé de se dégrader depuis que nous laissons filer les déficits publics. Le dernier budget à l'équilibre fut celui de Raymond Barre en 1980, quand nous étions à 5 % de chômeurs. Ce qui amène à se demander si les deux phénomènes, chômage faible et équilibre budgétaire, ne sont pas des vertus liées...

Parmi les solutions dénichées cette semaine par *Pèlerin*, lesquelles vous paraissent les plus pertinentes ?

Elles le sont toutes ! Mais deux ont retenu mon attention. D'abord, l'épopée des « patrons solidaires » de Vendée. Ce département s'est développé grâce à l'esprit d'entreprise de ses habitants, dont le passé tragique a créé des liens et une ambiance propice au désir de vivre, comme une belle revanche collective sur l'histoire. Ainsi, les bourgs sont pleins à craquer d'entreprises qui travaillent sans barrières entre elles. La Vendée montre aussi que la force et l'attractivité d'un territoire dépendent de la qualité de vie et du dynamisme de ses relations sociales. La confiance, la sécurité des biens, la richesse de la vie associative, l'efficacité des services publics et l'absence d'inégalités trop visibles font qu'il y fait bon vivre et mener à bien ses projets. Quant à l'apprentissage en Alsace, il prouve que l'une des clés au chômage des 18-25 ans est la formation en alternance entre l'école et l'entreprise. Ce modèle performant mise sur la personnalité des jeunes, leurs talents et leurs aspirations, pour mieux leur transmettre des valeurs de comportement (le respect de l'autre) et de vie sociale (des droits et des devoirs). L'apprenti est intégré dans une communauté professionnelle fondée sur l'effort, l'ouverture (vers l'Allemagne pour les jeunes Alsaciens) et la qualité (le souci de la belle ouvrage). On notera que dans les pays à faible taux

Repères

Un livre galvanisant

On ne sort pas indemne de la lecture de cet ouvrage. Certes, les colères argumentées de Michel Godet contre le chômage, l'exclusion d'une partie de la jeunesse, la folie des dépenses publiques et l'ignorance des élites frappent de plein fouet. Mais c'est le formidable message d'optimisme contenu dans ses écrits qui nous bouscule dans le bon sens du terme. L'auteur prouve, démonstrations

macro-économiques et récits d'initiatives concrètes à l'appui, qu'il est possible de gagner la bataille de l'emploi. Il décrit mille et une réalisations individuelles et collectives, qui sont autant de ruisseaux capables de grossir le fleuve du changement espéré.

B. F.
Libérez l'emploi, de Michel Godet,
Éd. Odile Jacob, 335 p. ; 22 €.





La commune de Faux-la-Montagne, dont Catherine Moulin est maire, a initié un projet pour faire revenir des habitants au village.

de chômage, l'apprentissage concerne 50 % des 15-19 ans. Contre 10 % chez nous !

À vous entendre, plus que sur l'État, il faudrait miser sur les porteurs de projets dans les régions pour faire bouger la France et lui dessiner un nouvel avenir... Ma devise est : autant de marché que possible, autant d'État que nécessaire. C'est ce que j'appelle le libéralisme ordonné. Le marché ne fonctionne qu'à court terme et tout ne peut donc lui être confié. L'éducation, l'urbanisme, les transports, la justice et la défense relèvent d'un État stratège capable d'agir sur la durée. Mais avec efficacité ! Celle qui fait justement défaut à notre modèle jacobin, lequel prouve chaque jour son impuissance à gouverner la France. Je propose de renverser les tables du jacobinisme qui règne à l'Élysée et à Bercy. Et de miser sur les magiciens de la croissance, entrepreneurs et acteurs locaux capables d'organiser la contagion des bonnes pratiques au service de l'emploi et de la cohésion sociale. ●

À Faux-la-Montagne, dans la Creuse, des élus et des habitants se mobilisent pour faire naître un nouveau quartier, au nom du développement local.

Faux-la-Montagne Des logements contre l'exode rural

PAR LAURENCE VALENTINI
PHOTO J.-CHRISTOPHE DUPUY/ANDIA

« VOICI NOTRE FUTUR éco-quartier, avec ses logements locatifs mitoyens et son logement passerelle destiné à héberger provisoirement ceux qui voudraient tester leur envie de s'installer ici », lance Catherine Moulin, maire de Faux-la-Montagne. En 2013, cette commune de 371 habitants, située dans le parc naturel régional de Millevaches, a été distinguée pour son projet d'écoquartier, en cours

de labellisation. Douze parcelles de 700 à 1 100 m² sur lesquelles vont être érigées des maisons en bois, peu gourmandes en énergie. Une première est déjà terminée : celle de Catherine et Philippe, deux retraités qui se sont lancés dans l'aventure il y a deux ans, et trois sont en construction. « Ma femme est originaire du village, raconte Philippe. Nous voulions acheter une maison ou un terrain dans le bourg, mais nous n'avons rien trouvé. Pour nous, le projet de la municipalité est tombé à pic. » Même son de cloche du côté d'Élie et de Manon,

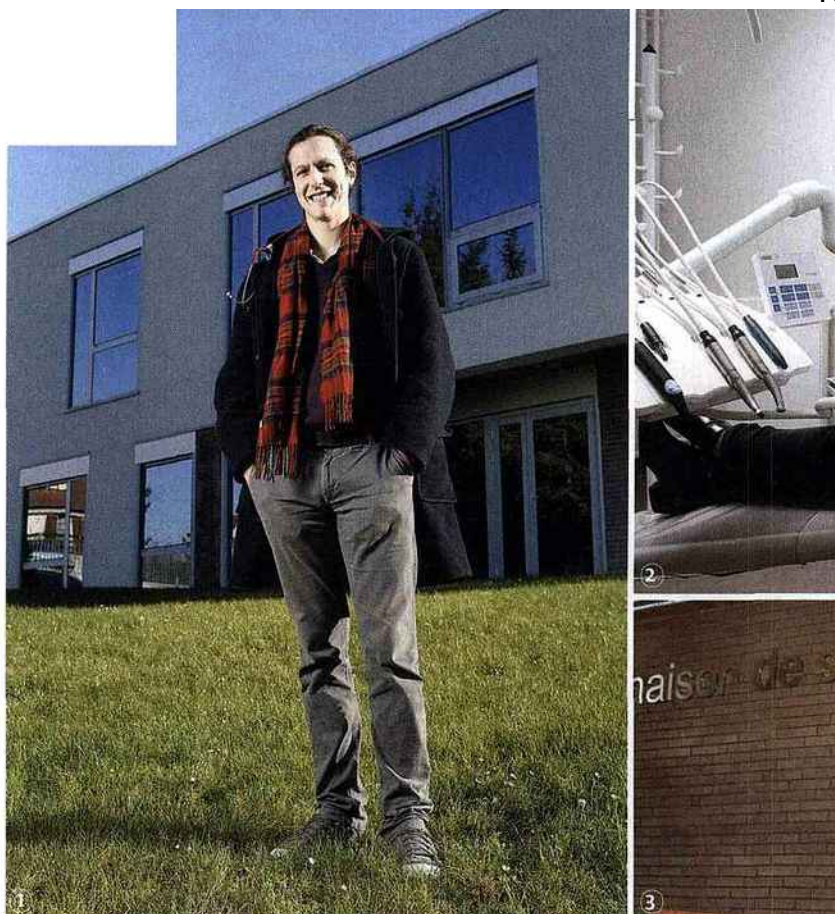
UNE ÉTUDE POUR IMAGINER LES VILLAGES DANS VINGT ANS

un jeune couple, qui construisent eux-mêmes leur maison.

Et dire qu'il n'y avait jadis rien à louer ni acheter à Faux-la-Montagne ! Face à cette pénurie, un collectif d'élus et d'habitants s'est engagé, en 2009, dans une réflexion sur l'aménagement du territoire. « Notre objectif était de freiner l'exode rural et renouveler la population, explique Catherine Moulin. Cela passait par une nouvelle offre de logements de qualité, capables d'attirer des forces vives. » Stéphane Grasser, directeur de l'Arban, société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), qui a conçu et accompagné le projet de Faux-la-Montagne, précise : « Notre démarche a été environnementale mais surtout collective. Nous avons organisé des ateliers d'écriture architecturale et paysagère pour que les futurs habitants dessinent eux-mêmes leurs envies et les confrontent à la réalité. »

L'ÉcoQuartier n'est pas la seule piste de travail en matière de logement. « Ce type d'habitat n'est pas adapté aux personnes âgées, reconnaît Catherine Moulin. Nos aînés nous l'ont fait remarquer ! En réaction, nous avons mis en route des projets d'acquisition et de rénovation de bâtiments au cœur même du village, pour maintenir sa vitalité. »

Au-delà de Faux-la-Montagne, toute la communauté de communes du plateau se préoccupe aujourd'hui de son devenir. Les sept municipalités qui la composent s'apprentent à lancer une étude d'urbanisme, pour imaginer les villages dans vingt ans et trouver les moyens de les relancer avec l'arrivée de nouvelles populations. Le plateau de Millevaches n'est-il pas également appelé celui des « mille sources » ? ●



Dans la région rurale de Neufchâtel-en-Bray, en Seine-Maritime, les professionnels médicaux ont rassemblé leurs savoir-faire et leur énergie, au service de la santé de tous les habitants.

Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime) Des professionnels de santé *unis* contre le désert médical

PAR MARIE-VALENTINE CHAUDON
PHOTOS DAVID MORGANTI

EN CE MATIN de décembre, un doux soleil d'hiver caresse les vallons de la campagne normande. À la sortie de Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime), sur la route d'Aumale, un élégant bâtiment domine une vaste étendue verte.

Il est près dix heures. Le parking de « la maison de santé du pays neufchâtelois » se remplit. Chaque visiteur est ici pour une raison différente : une prise de sang au laboratoire, une consultation chez le médecin généraliste, un pansement chez l'infirmière, un soin chez le dentiste... Depuis juin 2012, tous les professionnels de santé exercent en ce seul et même lieu,

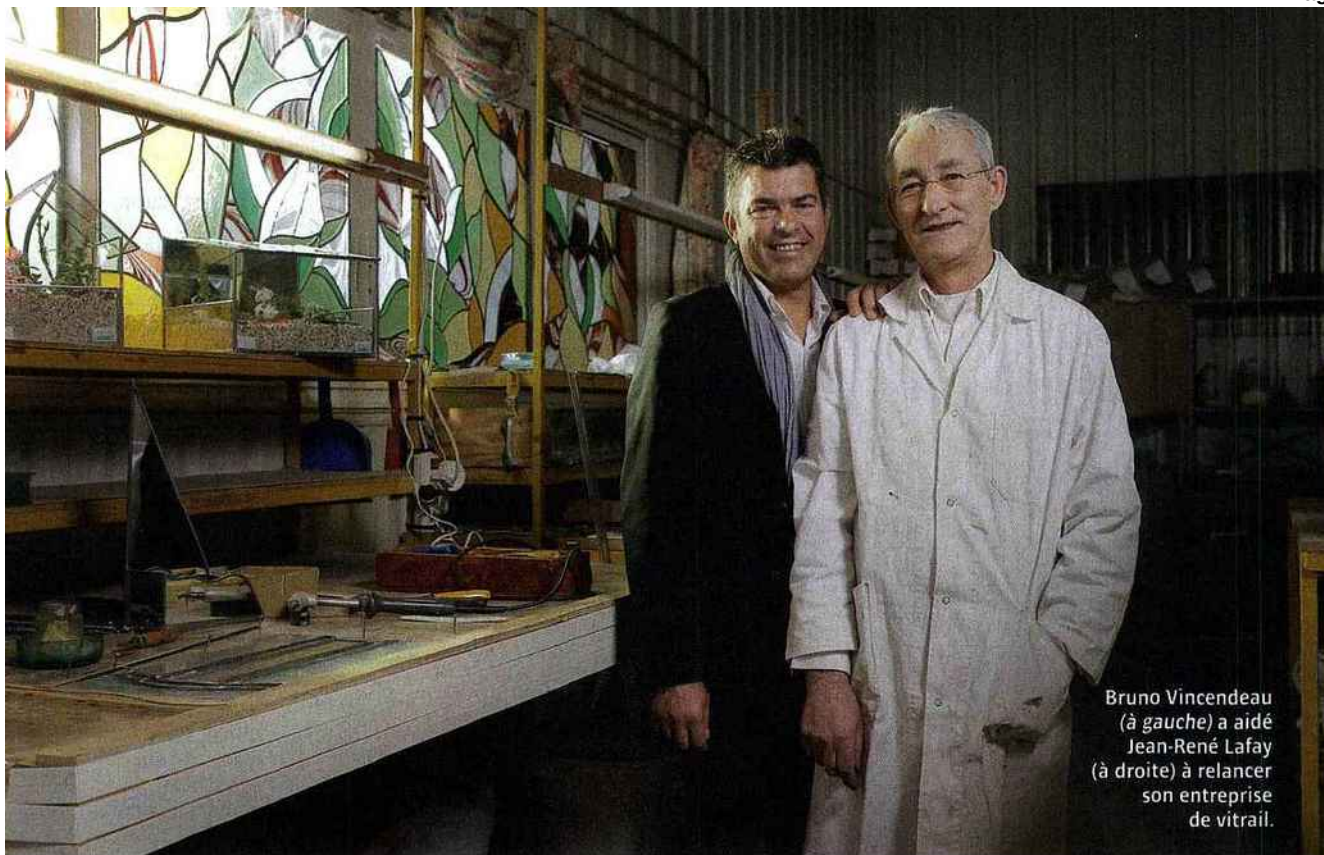


1 | Pierre Martin, médecin généraliste de 29 ans, fait partie des jeunes médecins qui ont rejoint la maison de santé.
2 | Jean-François Brétigny, dentiste
3 | Jacques Frichet, médecin généraliste, porteur du projet de la maison de santé.
4 | Virginie Lurois, infirmière.
5 | Pascal Bailly, biologiste, responsable du laboratoire d'analyses médicales qui a rejoint la maison de santé.

imaginé par des médecins neufchâtelois qui voulaient éviter que leur région devienne un désert médical. La première alerte a lieu en 1997. Faute de personnel, le petit hôpital de Neufchâtel est contraint de fermer sa permanence de soins. Les urgences les plus proches sont désormais à Rouen, à 45 kilomètres. Dans cette zone rurale, 12 000 habitants sont concernés, dont 5 000 dans la commune de Neufchâtel. Les pouvoirs publics se tournent alors vers les praticiens libéraux. « Il nous fallait apporter une réponse à cette situation, raconte le Dr Jacques Frichet, qui sera l'un des porteurs du projet. Pour la première fois, nous nous sommes mis autour de la table pour discuter. Nous nous sommes aperçus que nous avions les mêmes problématiques. » Le cabinet médical installé dans la maison familiale, la porte toujours ouverte, des journées à rallonge et des successeurs difficiles à attirer... « Les jeunes diplômés fuient les campagnes car ils ne veulent plus travailler ainsi, explique

Jacques Frichet. Ce rythme insoutenable n'a pas de sens et la fatigue qu'il entraîne est un danger pour le patient. » Les médecins neufchâtelois, qui sont alors sept, décident de se fédérer. Ils ouvrent, en 1999, au sein de l'hôpital, un centre d'accueil et de permanence des soins, assurant les urgences des nuits et des week-ends. En 2007, ils s'associent dans un cabinet groupé avec, déjà, la volonté de créer une maison commune. Ce projet enthousiasme les professionnels de santé de Neufchâtel, ravis de mettre leurs moyens en commun : le laboratoire d'analyses médicales, les huit infirmières de la commune et deux dentistes décident de rejoindre les médecins. La construction du bâtiment de 1 500 m² est financée par la communauté de communes du pays neufchâtelois qui le loue aujourd'hui à ses occupants. Cette organisation s'accompagne également d'une nouvelle approche de la médecine, basée sur le travail en équipe. Les généralistes fonctionnent en Société d'exercice libéral, une

nouvelle forme d'association. « Nous mettons nos honoraires en commun, ils sont ensuite redistribués à chacun sous forme d'un forfait mensuel évalué en fonction de son volume d'activité, explique Jacques Frichet. Nous voulions en finir avec le paiement à l'acte, pour avoir la possibilité de faire autre chose. » Ce choix leur laisse plus de temps pour se former. Il leur permet notamment, en collaboration étroite avec les infirmières, de mettre en place des ateliers d'éducation thérapeutique, pour les malades du diabète par exemple. Au quotidien, les tâches sont réparties entre les praticiens. Pendant que les uns prennent en charge les consultations de routine, les autres répondent aux demandes de dernière minute. Avec, au final, un emploi du temps plus raisonnable pour tous. De quoi séduire les jeunes générations, soucieuses de préserver leur vie de famille. La maison de santé de Neufchâtel compte aujourd'hui quatorze généralistes, dont dix ont juste la trentaine. La relève est assurée. ●



Bruno Vincendeau
(à gauche) a aidé
Jean-René Lafay
(à droite) à relancer
son entreprise
de vitrail.

Dans la commune vendéenne des Herbiers, le taux de chômage de 6 % résulte de la mise en place d'un écosystème favorable à l'emploi. Visite guidée de cet eldorado.



Les Herbiers (Vendée)

Les patrons solidaires de Vendée

PAR FRÉDÉRIC NIEL
PHOTO THÉOPHILE TROSSAT

DÉPUIS DEUX MOIS, Jean-René Lafay a retrouvé le sourire. Début 2013, ce fabricant de vitraux vendéen s'était presque résigné à mettre la clé sous la porte, condamnant au chômage son épouse, sa fille et ses trois « compagnons » – femmes – verriers. La crise économique ayant mis à mal son principal client, cet artisan de 60 ans avait ainsi hypothéqué tous ses biens, y compris son vaste atelier, situé dans une zone industrielle des Herbiers (Vendée).

« Quand ils ont vu que la banque me refusait son soutien, raconte-t-il, mes voisins entrepreneurs m'ont dit : "On va t'aider". Et ils ont investi eux-mêmes dans mon entreprise. Ah, justement, voilà Bruno ! » Un homme en blouson de cuir noir entre dans l'atelier. Bruno Vincendeau revient de Madagascar. Sa société, Seralu, y pose la façade en aluminium du plus haut bâtiment de l'océan Indien. Avec son père André, fondateur de Seralu (56 salariés), il a décidé de racheter l'atelier de leur vieil ami. Un risque calculé. » Ce sont des gens passionnés, explique Bruno

Vincendeau. Ils ont entre les mains un vrai savoir-faire. Je suis sûr qu'ils vont rebondir avec notre aide, en diversifiant leurs clients et en cherchant à l'étranger la croissance qui leur manque en France. »

Aux Herbiers, de tels coups de main ne sont pas rares entre patrons. À les en croire, ce serait même l'une des raisons du faible taux de chômage enregistré dans le canton : 6 % seulement, l'un des plus bas de France, où la moyenne nationale atteint 10,9 %. Marcel Albert, 75 ans, qui achève son troisième mandat de maire des Herbiers et préside la communauté de communes, évoque des causes historiques. « Les mouvements d'action catholique, comme la Jeunesse agricole chrétienne dans les années 1960, ont marqué ma génération. On était poussé à prendre des responsabilités et à s'engager pour les autres », souligne l'ancien séminariste, devenu entrepreneur dans le textile, avant de mettre son énergie au service de la commune. « Quand mon usine a brûlé en 1972, se rappelle-t-il, mes concurrents – avec qui j'avais pourtant des relations parfois rudes – m'ont offert

d'utiliser leurs usines la nuit pour y fabriquer mes produits ! Et la mairie m'a prêté un bureau. Je ne sais pas si on voit cela ailleurs qu'en Vendée... » Jean-René Lafay fait remonter l'histoire de cette culture de solidarité au « génocide », pendant les guerres de Vendée de 1793 et 1796. « On se serre les coudes et on ne demande rien à Paris », tranche-t-il. Marcel Albert ajoute : « Nous avons presque eu la chance d'être enclavé, jusqu'à l'arrivée de l'autoroute il y a douze ans. De cet inconvénient, est née la volonté de créer du travail au pays. » Reste aujourd'hui, aux Herbiers, un goût du travail partagé entre patrons et employés. « On a besoin les uns des autres, insiste Jean-René Lafay. Les salariés trouvent des astuces pour améliorer la production. Nous, on leur renvoie la balle en ne cherchant pas à faire du profit à tout prix. On s'écoute et on s'entraide, alors qu'ailleurs, c'est souvent chacun pour soi. Appelez cela du paternalisme si vous voulez. Moi, j'y vois du respect. » Autre ingrédient du « miracle vendéen » : la réactivité des pouvoirs publics. Commune, préfecture, pompiers, administrations répondent rapidement aux souhaits d'entreprises désirant s'implanter. Marcel Albert se félicite ainsi d'avoir acheté 100 hectares de terrain avant l'arrivée de l'autoroute, une zone industrielle vite remplie et rentabilisée. Les liens entre les sociétés sont encore renforcés par un club patronal très actif, Les Herbiers Entreprises, présidé par Laurent Gaillard, PDG d'une entreprise d'électricité de 90 salariés. « Que l'on ait 10 ou 2000 salariés, on se tutoie tous, assure-t-il. Lors des réunions d'information – sur la fibre optique par exemple –, on s'échange des conseils en toute confiance. Quand on a besoin d'un sous-traitant, on donne la priorité aux entreprises locales. Bref, on est à la fois concurrents et collègues. » Résultat, conclut Laurent Gaillard : « Il y a vingt ans, on était vus à Paris comme des culs-terreux, des ventre-à-choux. Aujourd'hui, nous sommes une référence ! » ●

L'avenir s'écrit au rayon laser dans des laboratoires bordelais qui mettent au point des « imprimantes 3D » capables de fabriquer des tissus cellulaires à des fins médicales.

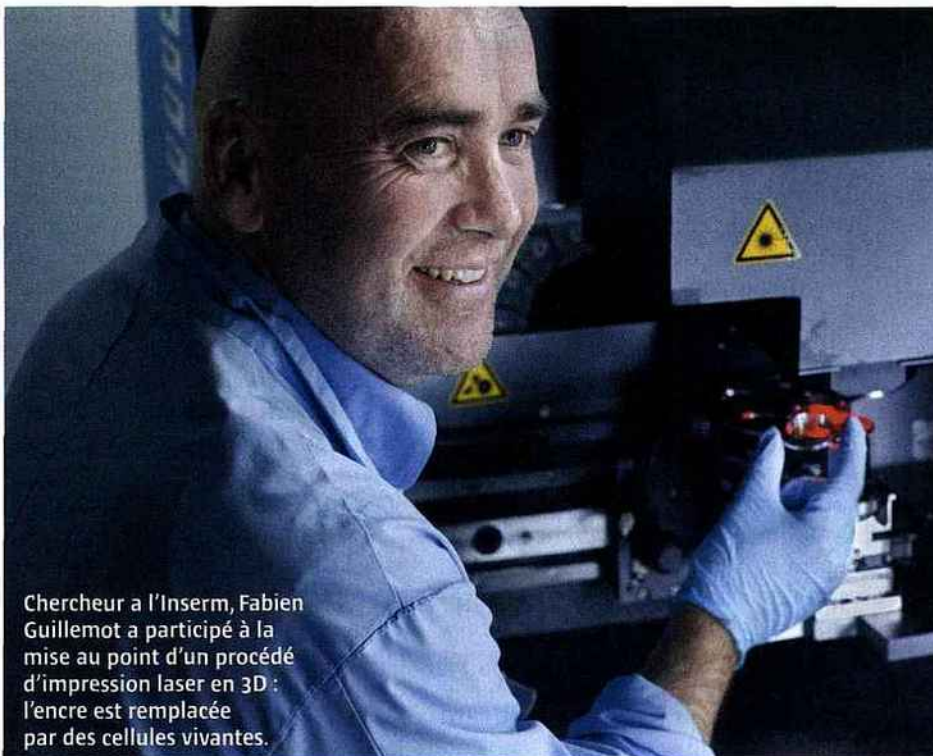
Bordeaux (Gironde) Cap sur l'impression du vivant

PAR FRÉDÉRIC NIEL
PHOTO RODOLPHE ESCHER

PRENEZ UNE IMPRIMANTE. Remplacez l'encre par un liquide bourré de cellules vivantes. Au lieu de projeter cette « encre » cellulaire sur du papier avec de banales impulsions électriques, utilisez plutôt un rayon laser, plus précis et capable de dessiner n'importe quel motif avec ces cellules. Par exemple, un lambeau de peau à greffer. C'est – simplifié à l'extrême, bien

sûr – ce que tentent de réaliser Fabien Guillemot, chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), et son équipe, à Talence, près de Bordeaux (Gironde).

En utilisant des « imprimantes 3D », capables d'assembler des objets en trois dimensions brique par brique, cellule par cellule, ce chimiste et physicien de 38 ans entend réaliser des « biotissus » (tissus composés de cellules) avec infiniment plus de précision et de fiabilité qu'avec les méthodes conventionnelles



Chercheur à l'Inserm, Fabien Guillemot a participé à la mise au point d'un procédé d'impression laser en 3D : l'encre est remplacée par des cellules vivantes.

LES SOURIS DE LABORATOIRE APPLAUDISSENT DES QUATRE PATTES

de culture cellulaire. Son objectif d'ici à cinq ans : créer des tissus de peau ou de cornée – relativement simples à fabriquer car dépourvus de vaisseaux sanguins – pour tester des produits pharmaceutiques ou cosmétiques les moins toxiques possible pour l'homme. Ce procédé évitera au passage toute souffrance animale. Les souris de laboratoire applaudissent des quatre pattes. Plus tard, il s'agira de créer des tissus à partir de cellules cancéreuses d'un malade pour tester des médicaments personnalisés, plus ciblés et efficaces. Et un jour, peut-être, on pourra fabriquer un rein ou un œil entier, pour le greffer sur un patient, sans risque de rejet puisqu'il s'agira de ses propres cellules. « On n'en est pas là ! Revenez dans trente ans », avertit, prudent, Fabien Guillemot, avec un léger sourire.

Depuis octobre, il a installé ses machines au centre Alphanov, au sein du nouvel Institut d'optique d'Aquitaine (IOA), énorme bâtiment blanc regroupant scientifiques, étudiants et jeunes entreprises. L'IOA est un élément clé de la « Route des lasers », pôle de compétitivité consacré à l'optique qui fédère 83 entreprises, plusieurs écoles et des centaines de chercheurs. Un « bouillon de cultures » conçu pour faciliter les échanges. Fabien Guillemot compte créer en 2014 sa propre entreprise pour commercialiser ses futurs produits. « Je paierai une redevance à l'Inserm et à l'université de Bordeaux, qui resteront propriétaires des procédés, explique-t-il. Nous sommes encore les seuls en France à explorer cette technique. Je suis persuadé qu'il y a là toute une industrie qui attend de naître. » ●



À Sequedin, les déchets organiques sont transformés en biométhane et en compost.

Transformer le problème des déchets en énergie propre, c'est le pari gagné d'un site pilote, de la communauté d'agglomération de Lille, qui produit biométhane et compost.

Lille (Nord) Bus & champs carburent aux déchets

PAR VÉRONIQUE BADETS
PHOTOS OLIVIER TOUON

C'EST DANS un immense bâtiment de trois hectares, posé sur le bord du canal de la Deûle, au sud de Lille, que l'étrange alchimie a lieu. Ici, entrent des déchets et sortent du biométhane (1) et du compost. Bienvenue au Centre de valorisation organique (CVO) de Lille Métropole, communauté d'agglomération de 1,1 million d'habitants. Un camion benne à double compartiment, flanqué du slogan « Les petits tris font les grands recyclages », pénètre dans la première partie du bâtiment, une plate-forme bordée de fosses. À gauche, il vide une partie de sa cargaison : un mélange de détritres et de sacs-poubelle qui partiront par péniche vers l'usine d'incinération d'Halluin. Au fond et à droite, il décharge son butin organique : des déchets verts et alimentaires collectés au porte-à-porte auprès de la moitié des habitants de l'agglomération lilloise ainsi que dans les cantines et les déchetteries. Plus de

65 000 tonnes ont ainsi été apportées en 2012. Feuilles mortes, tontes, élagages d'arbres, restes de repas : tout cela s'entasse en contrebas dans une odeur âcre, avant d'être broyé et trié en deux parties. « Les fractions fines iront dans un digesteur où elles vont fermenter durant trois semaines et donner du biogaz, explique Thibaut Minne, responsable de production au CVO. Quant au résidu solide, il est entreposé dans des tunnels avec les fractions plus épaisses des déchets organiques pour donner du compost. Rien ne se perd, tout se transforme. » Valoriser au maximum le contenu des poubelles, tel est le choix de la métropole lilloise depuis 1992. Le maire de l'époque, Pierre Mauroy, avait à cœur de faire rouler les bus de sa ville avec les déchets des habitants. D'où la présence du dépôt des bus Transpole, juste à côté du CVO. Après avoir été épuré, le biogaz, devenu biométhane, part dans le réseau public de gaz naturel, auquel le dépôt est raccordé. C'est avec cette énergie que roulent la majorité des 400 bus



de l'agglomération. « Les avantages sont multiples, s'enthousiasme Pierre Soffray, responsable de la maintenance au dépôt. Ce gaz coûte moitié moins cher que le diesel. Et les moteurs sont beaucoup moins bruyants et polluants. » En effet, le biométhane émet 86 % de particules fines en moins que le diesel. Un atout indéniable pour la santé des habitants, alors que ces particules sont reconnues cancérogènes. « Nous avons réussi à créer un cercle vertueux, se réjouit Henri Gadaut, élu (PS) en charge des déchets à Lille Métropole. Les déchets organiques servent non seulement à faire tourner les bus mais aussi à fertiliser les sols des agriculteurs locaux. La matière organique des aliments retourne à la terre sous la forme d'un compost de très bonne qualité, qui améliore la structure du sol et réduit le recours aux engrais chimiques de synthèse. » 15 000 tonnes de compost sont ainsi sorties du CVO en 2012. Une production qui sera doublée quand l'usine atteindra, l'an prochain, son rythme de croisière. En attendant, le CVO donne des idées à d'autres territoires. Selon GRDF (Gaz réseau distribution France), 350 dossiers de méthanisation (surtout à partir de déchets agricoles) sont à l'étude en France. Une dynamique prometteuse pour l'économie et pour l'environnement. ●

(1) Le biométhane désigne du biogaz épuré afin d'avoir les mêmes qualités que le gaz naturel. Le préfixe « bio » indique qu'il est issu de matières organiques. Aucun rapport avec l'agriculture biologique.

Dans les environs de Lyon, cette entreprise allie forte rentabilité et emploi de personnes en situation de handicap.

Lyon (Rhône) Artibois, l'économie au service du handicap

PAR EYOUM NGANGUË
PHOTO BRUNO AMSELLEM

CHAPONOST, commune de la banlieue sud-ouest de Lyon. Sur un chantier, quatre ouvriers posent l'isolation thermique d'un appartement. Sur un échafaudage, Ludovic passe des bardages en bois à Didier, qui les cloue sur le mur en béton. Baptiste trace au crayon des marques sur des planches qu'un autre collègue coupe à la scie circulaire radiale. Ces quatre travailleurs sont salariés d'Artibois, société domiciliée à Vaulx-en-Velin, toujours à la périphérie de Lyon. Au siège de l'entreprise, le tintamarre est assourdissant : coups de marteau, crissements de ponceuses et de perceuses. Jean-Louis et André, dit Dédé, réparent une porte, tâche habituelle dans cette menuiserie pas comme les autres. Elle emploie quatorze aidemenusiers souffrant de troubles psychiques, encadrés par une douzaine de professionnels des métiers du bois. Ces derniers les suivent et leur apprennent les gestes techniques. Au sein de

Coordination 69, plate-forme d'associations du département du Rhône qui prônent la réinsertion des personnes atteintes de difficultés psychologiques, Artibois apporte de vraies solutions. Tout a commencé il y a vingt-six ans, quand Jean Vimort, aumônier de l'hôpital psychiatrique du Vinatier, à Lyon, fonde cette menuiserie avec deux amis. Grâce à eux, des centaines de « handicapés de la tête », comme se définit Dédé, ont trouvé un emploi dans le bâtiment et la menuiserie, les plus jeunes suivant des études professionnelles pour acquérir une qualification. Artibois reçoit des subventions de l'État, en raison de son statut d'entreprise adaptée, la moitié de ses 30 salariés étant handicapés. Ces aides publiques n'assurent que 10 % de ses ressources, qui proviennent avant tout des clients satisfaits. « Par la solidité de notre modèle économique, nous démontrons qu'on peut être indépendant financièrement tout en employant des personnes en situation de handicap », souligne Arnaud Desjonquères, le directeur général d'Artibois. » ●



Artibois permet à des personnes en situation de handicap de trouver un emploi.



L'écume du jour,
café associatif,
lieu d'échange
et de partage.

⊙ Depuis dix-sept ans, L'écume du jour tisse des liens entre les habitants de Beauvais, dans l'Oise. On y partage des repas, des savoirs et beaucoup de chaleur humaine.



Beauvais (Oise)

Un café pour cultiver l'humanité

PAR MARIE-VALENTINE CHAUDON
PHOTOS VALÉRIE COUTERON

C'EST UNE DRÔLE de petite enseigne qui clignote, au coin du faubourg Saint-Jacques, à deux pas de la gare de Beauvais (Oise) : « L'écume du jour, bistrot associatif ». Derrière la façade un brin rétro, un vrai café avec un percolateur et des verres alignés. L'établissement, cependant, n'a rien d'ordinaire. Les

habituels, membres de l'association, sont surnommés les « écumeurs » et les « écumeuses ». Ils sont un peu plus de 400. « Ici, personne ne paie d'adhésion, indique Christelle Séchet, l'une des quatre salariées de l'association. Chacun vient avec ce qu'il peut apporter, en dehors de toute valeur financière. » Ce principe est le moteur de L'écume du jour né en 1996 à l'initiative de Dominique Perret, une artiste installée à Beauvais. Elle cherchait

un lieu pour abriter un Réseau réciproque d'échanges de savoirs, où les participants partagent leurs connaissances, en donnant, par exemple, un cours d'anglais contre un cours de cuisine. Aujourd'hui, ce dispositif reste au cœur de l'association qui a développé bien d'autres activités : des soirées à thème (philo, lecture, santé, etc.), des concerts, des expositions, mais aussi des chantiers éducatifs et des groupes de parole pour les jeunes. Depuis cinq ans, L'écume a même son propre potager, un peu plus loin sur les hauteurs de la ville, sur un terrain mis à disposition par la mairie. C'est Jean, un ingénieur à la retraite de 68 ans, qui supervise bénévolement les opérations. Sur la parcelle, se retrouvent des retraités, les personnes handicapées d'un foyer de Beauvais, des citadins en quête d'oxygène... « On ne juge personne, on ne colle pas d'étiquette, commente Jean. Ici, le brassage n'est pas un vain mot. Réunis par le travail du jardin, nous expérimentons le vivre ensemble dans la bonne humeur. »

Ce mercredi midi, Mathieu, 19 ans, s'est installé au comptoir du bistrot. Il n'a pas de travail et évoque pudiquement de grosses difficultés. « Je viens ici pour discuter, trouver un peu de chaleur, dit-il. Ça fait du bien. » Près de lui, Élisabeth, une fringante quinquagénaire, prend un café et en paie un supplémentaire. « On appelle cela un café suspendu, explique Christelle. Il est réglé d'avance pour la prochaine personne qui, quelle qu'elle soit, n'aurait pas les moyens de se l'offrir. » Autour des tables, les conversations vont bon train. Antoine, ouvrier sur un chantier voisin, s'enthousiasme : « Voilà un lieu qui ne place pas l'argent au cœur de tout, mais l'humain. » Une valeur sûre. ●

Judi 2 janvier
sur Europe 1,
retrouvez ce dossier
dans Europe 1 Midi,
présenté par **Pierre de Vilno.**
Europe 1 Midi, du lundi
au vendredi de 12h30 à 14h. **Europe 1**

CARA PICTURES/EUROPE 1

Pour offrir des débouchés professionnels aux jeunes, le conseil régional d'Alsace développe l'apprentissage transfrontalier. Une formule gagnante, entre France et Allemagne !

Strasbourg (Bas-Rhin)



En Alsace, les apprentis passent la frontière

PAR **BENOÎT FIDELIN**
PHOTO **PASCAL BASTIEN**

TOUT EST PARTI d'une cruelle comparaison chiffrée : 20 % de taux de chômage en Alsace pour les moins de 25 ans, contre à peine 4 % sur l'autre rive du Rhin, dans la région du Bade-Wurtemberg. En France, le manque d'emplois ; en Allemagne, la pénurie de main-d'œuvre. Outre-Rhin, les conséquences de la dénatalité obligent les entreprises à faire appel à plus de 200 000 travailleurs étrangers par an. Ces derniers viennent de Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Turquie, mais non de France... pays pourtant le plus proche ! Deux Alsaciens très différents ont décidé de réagir : Philippe Richert et Michel Hamy. Le premier est président (UMP) du conseil régional d'Alsace, est notamment chargé d'organiser l'apprentissage sur son territoire ; le second est directeur du management de la Badische Stahlwerke (BSW), entreprise sidérurgique allemande située sur le Rhin, à Kehl, en face de Strasbourg, qui emploie 850 personnes et produit 2,3 millions de tonnes d'acier

par an. « J'ai voulu innover pour offrir un avenir professionnel aux jeunes Alsaciens », résume Philippe Richert. Ainsi, il a lancé la formule de l'apprentissage transfrontalier. Basée sur l'alternance, elle permet aux élèves de suivre leurs cours théoriques en Alsace et leur formation pratique en Allemagne. Ils acquièrent l'usage courant de la langue allemande grâce à des cours intensifs, apprennent un métier sur le bout des doigts et ont l'embarras du choix en matière d'emploi. Du côté de l'entreprise, Michel Hamy a joué le jeu, en recrutant six apprentis qui s'initient à la production d'acier, la mécanique et l'électricité. Ils sont intégrés au centre d'apprentissage de BSW, qui rassemble 170 apprentis. Tous se verront proposer un emploi dans l'entreprise. Parmi ces jeunes, Pierre Kurtz, 18 ans, prépare l'équivalent d'un BEP de mécanicien, avec la certitude d'une intégration réussie dans le marché du travail. Avec lui, 74 jeunes Alsaciens suivent ce cursus favorable. D'après Philippe Richert, dans deux ans, ils seront plus d'un millier à bâtir ainsi l'Europe de l'emploi. ●



Pierre Kurtz,
apprenti français
et Michel Hamy
responsable du
pôle apprentissage
de l'entreprise
allemande BSW.

TV et radios nationales

- Janvier 2013 :

- France 2 (le 13h) ; Reportage sur le dynamisme de l'emploi (interview de demandeurs d'emploi et d'employeurs, de Jacques Cottel, You industrie, d'André Liébot, Groupe Liébot) /durée 2 mn

- mars 2013 :

- RTL : Les Herbiers sous la neige un 29 mars aux Herbiers / durée 1 mn 20s

- avril 2013 :

- France 3 (journal 19/20) : Reportage sur les éco-jardiniers– reprise dans des éditions locales / durée 1 mn 50s

Juillet 2013 :

- France 3 éditions nationales : Reportage sur le dispositif Plan canicule / durée : 1mn50

- Septembre 2013 :

- M6 (journal le 12 :45 du 23/09/2013) : reportage sur le dynamisme de l'emploi aux Herbiers (interviews de M. le Maire, de Bruno Léger, groupe de Liébot, d'Hugues Pasquier, Sachot Usinage) / durée 1 mn 45s